

Contestations du clergé et des patriotes

du Valais au sujet du pouvoir temporel
après l'épiscopat de Hildebrand Jost, 1638-1798

(Quatrième partie)

Grégoire GHIKA

La dissertation de l'abbé J.-B. Zurkirchen

INTRODUCTION

Les archives de l'Etat du Valais conservent, sous la cote AV L 153, un cahier manuscrit de 8 folios (17×23 cm.) plus une annexe (16×7 cm.) se rapportant au folio 5, rédigé en latin, et portant en tête, de la main du chanoine Pierre-Antoine Grenat : « Dissertation en faveur du pouvoir temporel de l'évêque de Sion ». L'archiviste Leo Meyer l'avait muni d'une doublure sur laquelle il avait inscrit : « *Dissertatio de Regimine Status Vallesiani Democratici, Ms. circa 1730, 8 folia* ».

L'auteur avait intitulé lui-même sa dissertation : « *De regimine Status Vallesiani quaedam praenotanda* ». Il s'agit d'un brouillon, qui présente maintes ratures et adjonctions, surtout dans la seconde partie ; il est écrit entièrement de la même main, à l'exception de deux surcharges : après le mot *Vallesiani* du titre, une main étrangère a rajouté l'adjectif *Democratici*, et le même scripteur note au bas de la dernière page : « *1798 et 99, in bello gallico, democraticus status post circa 5 saecula duratus expiravit* ».

Nous ignorions jusqu'ici qui était l'auteur de cette dissertation que nous avions qualifiée d'anonyme¹. Une heureuse fortune nous

¹ G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVII^e siècle*, Sion, 1947, p. 274, et *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, dans *Annales valaisannes*, 2^e S., t. 6 (1946-1948), p. 444.

a permis de retrouver récemment aux archives de la Bourgeoisie de Viège, sous la cote A 675, un second exemplaire de ce texte, accompagné d'une lettre d'envoi, datée de 1755, qui ne laisse plus de doute sur l'auteur ni sur l'époque de notre dissertation. Il s'agit également d'un cahier de 8 folios (18 × 24 cm.) accompagné d'une lettre de même format en deux folios. L'écriture est typiquement la même que celle du manuscrit de Sion. Nous publions ici le texte de la lettre d'envoi, mais pour le texte de la dissertation, nous reproduisons le manuscrit de Sion qui est plus complet. On y trouve, en effet, maints passages biffés par l'auteur, qui, en principe, n'ont pas été reportés sur le document de Viège. De plus, le manuscrit de Sion comporte des notes finales fort intéressantes, qui ne figurent point dans celui de Viège. Nous signalerons en note quelques variantes peu importantes, mais nous ne tiendrons aucun compte de modifications minimales dans la construction des phrases. Enfin, en annexe, nous donnons la traduction du texte de Zurkirchen.

Le manuscrit de Viège se présente sur un meilleur papier que celui de Sion ; l'écriture y est plus lisible, en dépit de quelques ratures et adjonctions. Les passages ou les mots les plus importants sont soulignés avec soin. La présentation indique que ce texte s'adresse à une personne qui mérite certains égards.

1. — *L'auteur de la dissertation*

La lettre d'envoi qui accompagne le texte de Viège prouve que l'auteur de notre dissertation est l'abbé Joseph Zurkirchen, qui s'intitule « prêtre et professeur de principes ». Cet ecclésiastique n'est pas un inconnu : il fut baptisé à Viège le 4 mars 1703 ; il était fils de Barthélemy et de Catherine née Mutter, et reçut les prénoms de Joseph-Barthélemy. Il était le deuxième d'une famille de neuf enfants. Son oncle Pierre Zurkirchen (1670-1719) fut curé de Saas et chanoine titulaire. Un autre oncle Joseph (1678-1753) fut grand-châtelain de Viège et gouverneur de St-Maurice (1742-1743). Le 1er décembre 1728, J.-B. Zurkirchen figure à Viège comme parrain et s'intitule « R. D. » ce qui laisse supposer qu'il était prêtre à cette date déjà ².

² Nous devons ces notes sur la famille Zurkirchen à l'obligeance de M. l'abbé Dr H.-A. von Roten. — Sur les Zurkirchen, v. en outre l'article de D. Imesch, consacré à cette famille, dans *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. VII, Neuchâtel, 1933, p. 538, et *l'Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 303, art. *Zurkirchen*.

Selon W. Ritz³, Zurkirchen aurait été professeur de principes à Sion en 1731, 1732 et 1760 et maître d'école de 1738 à 1777. J. Zimmermann⁴ signale qu'il remplit les fonctions de « *principista* » de 1738 à 1777, que c'était un prêtre séculier secondant les pères jésuites au collège de Sion où, selon une vieille tradition, l'un ou l'autre prêtre du diocèse était chargé d'une des classes inférieures.

Le registre des décès de la paroisse de Sion confirme qu'il enseigna les sciences divines et humaines pendant 45 ans, sans se lasser, qu'il mourut d'apoplexie le 8 septembre 1777 (et non le 8 octobre, comme l'écrit à tort J. Lauber à la suite de Ritz)⁵, paisiblement, muni des sacrements de l'Eglise, et qu'il fut enseveli dans le caveau réservé aux ecclésiastiques⁶.

Zurkirchen est l'auteur d'un manuel de langue latine (grammaire et exercices) pour les classes inférieures, qui eut en son temps, prétend Zimmermann, un réel succès. De fait, cet ouvrage connut plusieurs éditions et fut remanié, après la mort de Zurkirchen, par son successeur J.-B. Amstaad⁷.

J. Lauber signale d'autre part que Zurkirchen était un habile dessinateur, et qu'on lui doit la « Vue des Bains de Loèche en Vallais », placée en tête de la *Description et analyse des eaux miné-*

³ *Status Cleri, Decanatus vespiensis et Decanatus sedunensis* (Archives de l'Etat du Valais (citées = AV), fonds W. Ritz).

⁴ *Essai sur l'histoire du collège de Sion*, Sion, 1914, p. 86 (v. notamment la note 2).

⁵ *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* (cité = BWG), t. VII, p. 460.

⁶ *Die 8. septembris 1777 adm. Rdus. ac doctissimus Dominus Josephus Bartholomæus Zurkirchen plenus dierum et meritorum postquam per 45 annos indefesse docuit humanas divinasque scientias apoplexia tactus, sacro oleo confortatus, placidissime animam suam Creatori reddidit et requiescit in catacumbis RR. DD. clericorum* (Registre des décès de la paroisse de Sion, septembre 1710-août 1793).

⁷ Zimmermann affirme que cet ouvrage aurait paru à Zoug en 2 volumes, en 1759 et en 1775. En fait, l'ouvrage a connu plus d'éditions : J.-B. Amstaad, successeur de Zurkirchen, publia à Sion, chez l'imprimeur Advocat, en 1787, une édition revue et corrigée de l'ouvrage de Zurkirchen, et l'intitula *Anfangsgründe der lateinischen Sprachkunst* (80, 232 p.). La préface signale une édition de 1775, apparemment à Sion, et intitulée *Principia*. Nous n'avons pu en retrouver d'exemplaire. La même préface indique que les *Principia* auraient été édités en 1731 déjà (édition également inconnue), et un *Principienbüchlein* en 1762.

Le catalogue de la Bibliothèque cantonale d'Argovie (1864) signale : J.-B. Zurkirchen *Examini-Büchlein für die Principisten*, Sion, Meyer, 1747. On conserve à la Bibliothèque centrale de Lucerne et à la Bibliothèque de la ville de Zoug (que nous remercions de leurs aimables communications) le même ouvrage édité chez J.-M. Bluntschi à Zoug en 1759 (80, 149 p.).

La Bibliothèque cantonale de Sion possède de notre auteur *Grundsätze der lateinischen Sprache*, Sion, Naterer, 1762 (80, 201 p.). Enfin, D. Imesch (loc. cit.) signale, en plus de l'édition de 1762, *Anfangsgründe der lateinischen Sprachkunde*, 1757 (édition qui nous est inconnue).

rales des Bains de Loèche..., par François-Xavier Naterer⁸. Ajoutons qu'il a encore édité un ouvrage de piété pour les jeunes intitulé *Uebliche Weiss, recht zu beichten und andächtig zu Communiciren für die kleine Kinder...*⁹.

Ces publications permettent de comprendre déjà l'épithète de « *ruhmwürdigst* » qu'Amstaad décerne à Zurkirchen, ou celle de « *doctissimus* » dans le registre des décès de la paroisse de Sion. Mais une lettre qu'il adressa le 20 octobre 1759, vraisemblablement aux autorités municipales de Sion, nous révèle certains aspects de sa vie et de son caractère : dénué de biens temporels, il ne vivait que d'un modeste traitement, très peu fixe, ce qui ne l'empêchait pas de payer de sa poche de petits cadeaux à ses élèves du catéchisme et d'assumer de menus frais occasionnés par le théâtre des étudiants¹⁰.

En un mot, notre professeur était un homme modeste, doué de talents divers, faisant preuve d'une culture assez étendue, s'intéressant aux choses de la religion, de la nature, des lettres et des arts, et à la pédagogie.

La dissertation politique et la lettre d'envoi de notre professeur attestent qu'il jouissait de l'estime particulière d'un haut ma-

⁸ Sion, chez Séb. Naterer, 1770 (80, 151 p.).

⁹ Sion, chez Séb. Naterer, 1765, 80, 240 p. — Un exemplaire aux AV, fonds AT, N° 21.

¹⁰ Zurkirchen, qui en est à sa trentième année d'enseignement, se plaint de ce que le nombre de ses disciples de principes diminue d'année en année, ce qui entraîne une diminution des finances que les élèves devaient verser aux Quatre-Temps (*Fronfastengeld*). Cela provient de l'indigence des parents, mais aussi de la longue absence des enfants qui, en été, montent aux mayens, et ne reviennent plus jusqu'aux vacances (v. à ce sujet notre note N° 16 ci-après), ou enfin, de longues indispositions de certains élèves. Il y a quelques années, Zurkirchen touchait jusqu'à 30 couronnes aux Quatre-Temps, mais maintenant, 14 ou 15, alors que la vie renchérit, notamment le prix du vin. Cette diminution, déclare le professeur, serait compensée si, le nombre d'élèves diminuant, les peines et les soucis disparaissaient en proportion ; mais, lorsque l'intérêt baisse, les dépenses ne diminuent pas : il ne s'agit pas des besoins domestiques du maître, mais des frais concernant les enfants, les étudiants et le public : l'année dernière, il a dû supporter de sa poche les frais occasionnés par les petits cadeaux (*munuscula*) d'usage dans l'enseignement du catéchisme. Feu le curé Arnold avait bien prévu quelque chose à cet effet, mais ses héritiers, notamment sa domestique, n'ont rien voulu en savoir, en dépit d'une intervention du Rév. Steffel. De sorte que Zurkirchen a été forcé d'y pourvoir, afin que les chers enfants ne perdent pas complètement courage, faute de petits présents, et ne désertent l'instruction religieuse. Et il n'a pas pu molester le nouveau curé, qui n'a pas encore pu bénéficier de sa prébende.

De même, il a eu quelques frais pour les deux « comédies » du Vendredi Saint et de la fin de l'année : ni les Jésuites, ni les étudiants ne les ont payés. C'est peu de chose, mais encore trop lourd pour un pauvre, qui n'a ni avoirs ni biens-fonds en dehors de ce qu'il gagne. C'est pourquoi il prie que la somme de 6 couronnes, qui lui a été allouée il y a 6 ans, et qu'il n'a reçue qu'une fois, ainsi que la portion de sel, lui soient versées, en attendant de meilleures années, et sans conséquence pour son successeur... (AV, fonds ATN 48/2/108) (original allemand).

gistrat, le Bailli François-Joseph Burgener¹¹, à l'égard duquel il se reconnaît fort obligé. Ce qui ne l'empêche pas au reste de soutenir des idées politiques diamétralement opposées à celles de son « patron » ; mais en surface seulement : la querelle s'arrête aux prétentions plutôt théoriques des évêques à la souveraineté sur le Valais. Démocrates et aristocrates à la fois, Burgener et Zurkirchen étaient nés pour s'entendre parfaitement. Il n'est pour s'en convaincre que d'observer comment ce dernier approuve le choix des évêques de Sion parmi les familles patriciennes du pays. Sans doute Zurkirchen pouvait-il s'estimer issu lui-même des meilleures familles de Viège. Ce titre, joint à sa réputation scientifique, l'autorisait à défendre des idées personnelles sur les droits souverains du clergé.

On notera d'autre part que notre abbé fait preuve d'une formation nettement germanique, ce qui était de règle au collège de Sion sous l'ancien régime¹². On pourrait se demander si ses connaissances sur les monnaies françaises n'impliquent pas un séjour en France de notre auteur. Mais Zurkirchen n'a pas jugé bon d'indiquer les sources de son érudition monétaire. Pour ce qui concerne le droit canonique et les théories politiques générales, il ne jure que par l'ouvrage du père bénédictin Frantz Schmier (1680-1728) intitulé *Jurisprudentia canonico-civilis seu jus canonicum universum juxta V libros decretalium, nova et facili modo explicatum... in 3 tomos distinctum*. Cette œuvre, d'ailleurs classique, a connu deux éditions à Salzbourg, la première en 1716, la seconde en 1728, puis des rééditions en d'autres lieux¹³. En citant et en utilisant cette *Ju-*

¹¹ Le titre d'Excellence que l'abbé décerne au destinataire de son envoi ne laisse pas de doute qu'il s'agissait du Bailli Burgener de Viège, alors en fonctions, car le Bailli était l'un des rares magistrats valaisans qui le portaient à l'époque. — Sur ce Bailli, v. *Dictionnaire historique et biog. de la Suisse*, t. 2, Neuchâtel, 1924, p. 351, art. *Burgener*.

¹² Voir ce qu'en dit Zimmermann, *op. cit.*, p. 30.

¹³ *Allgemeine deutsche Biographie*, t. 32, Leipzig, 1891, p. 32, art. *Schmier Franz-S.* — D'après Magnoald Ziegelbauer (*Historia rei litterariae Ordinis S. Benedicti*, Augustae Vind. et Herbipoli, M. Veith, 1754, p. 232), la première édition de la Jurisprudence de Schmier daterait de 1726 et la seconde de 1729. La date de 1726 doit être une faute pour 1716. Par contre, celle de 1729 se retrouve sur les exemplaires que possèdent la Bibliothèque du Couvent d'Einsiedeln (J 298) et la Bibliothèque cantonale de Sion (TB 730). — Nous remercions le Rd P. R. Henggeler, à Einsiedeln, et M. R. Wenck (Kreis- und Studienbibliothek, Dillingen a. d. Donau) pour les renseignements qu'ils nous ont obligeamment fournis à ce sujet.

L'exemplaire que possède la Bibliothèque cantonale du Valais à Sion est le tome 3 de l'œuvre. Sa page de titre porte le nom d'« *Ignatii Theiler* ». Selon M. l'abbé Dr H.-A. von Roten, il n'existe que deux personnages de ce nom : Gaspard-Joseph-Ignace, notaire, né vers 1770, ou son cousin, le célèbre gouverneur de Monthey, mort le 15 décembre 1789. Le père de ce dernier, Antoine-Aloys (1716-1781), avocat, était au service de l'évêque de Sion : il s'intitule curial de Nendaz (1744), fiscal de l'évêque (1747), citoyen de Sion (1749) (cf. AV 57/17), curial du Bailli (1752), curial de l'évêque Roten (1759), fiscal de l'évêque

risprudentia, Zurkirchen fait preuve d'un goût marqué pour les chapitres qui concernent les rapports de l'Eglise et de l'Etat. Nous reviendrons plus loin sur sa pensée politique. Mais on peut déjà observer combien, en tout domaine, son esprit est orienté vers le passé, et comme il semble sourd aux préoccupations du XVIII^e siècle.

Par sa forme, la dissertation de Zurkirchen est un exercice de logique plutôt pédant, mais certainement dans le style des thèses que soutenaient les élèves des jésuites au collège de Sion¹⁴.

2. — *Motifs qui déterminèrent Zurkirchen à écrire sa dissertation* *La date de son écrit*

L'auteur explique, dans sa lettre d'envoi du 20 février 1755, qu'il a été l'hôte du Bailli en automne 1754¹⁵ ; au cours d'un entretien seul à seul, ils en sont venus à parler de la question de la souveraineté, sujet « subtile et difficile ». Zurkirchen n'a pas eu le temps d'exposer au Bailli tout ce qu'il pensait sur ce point, et il ne se souvenait pas de tout sur l'heure. La bienveillance témoignée par Burgener « au moindre de ses clients » a incité notre abbé à communiquer à son hôte ses réflexions ultérieures.

Ambuel (1760), et à sa mort (8 oct. 1781), s'appelait encore fiscal de S. G. Il a servi ainsi quatre évêques, et M. A.-H. von Roten, le considérerait volontiers comme un défenseur des prérogatives épiscopales. En tout cas, c'était un juriste réputé, venu de Simplon-village pour s'établir à Sion. Est-ce de sa bibliothèque que son fils hérita la Jurisprudence de Schmier ? Notons que le registre de baptêmes de la paroisse de Sion signale un Gaspard-Ignace-Arnold Theiler, fils du fiscal Aloys et de Marie-Barbe Fluder (29 août 1750), mais nous ignorons ce qu'est devenu cet enfant. Ignace, le gouverneur de Monthey, a été baptisé le 2 octobre 1751, sous les prénoms de Joseph-Barthélemy-Ignace. A la date de sa mort, ses prénoms usuels étaient Ignace-Barthélemy (AV, L 302, p. 96). Selon une généalogie Theiler (AV 110, Theiler 1), il aurait épousé en premières noces M.-J. Werra de Loèche, fille du châtelain Stephanus, et en secondes noces, Elisabeth Morency, nièce de l'évêque F.-J. Supersaxo. Le notaire J. Rémondeulaz (AV, fichier des notaires) signale qu'il fut notaire et curial du grand-châtelain de Sion en 1786. Gouverneur de Monthey, il mourut en fonctions en décembre 1789, au cours de la diète. L'*Histoire mémorable de la célèbre et très solennelle expulsion du seigneur gouverneur Schiner...*, par le vicaire Clément (AV, Monthey 86, fasc. 3, N° 5, p. 13) affirme qu'Ignace Theiler était fier, orgueilleux, avide et intéressé ; après avoir menacé d'être encore plus rude pour la seconde année de son gouvernement, il mourut « phrénétique », « comme enragé par l'excessive exaltation de sa bile, allumée par les liqueurs dont il se gorgeait tous les jours, et par la juste frayeur qui le saisit alors à la vue prochaine de la sévère réprimande qu'il allait recevoir du Souverain (en décembre 1789) au grand risque même d'être déposé, sur les plaintes graves et nombreuses que les Bas-Valaisans portèrent contre lui devant l'Etat ; il fit bien de mourir, car personne ne le regretta ; au contraire, chacun en témoigna une vive joie ».

L'exemple valaisan de la Jurisprudence de Schmier confirme donc l'opinion selon laquelle cet ouvrage aurait eu une certaine notoriété auprès des « juristes de la mître ».

¹⁴ V. Zimmermann, *op. cit.*, p. 67.

¹⁵ L'expression *in camera caritatis* signifie, à notre sens, qu'il a été retenu à table par le Bailli. *Caritas* peut signifier repas, agape (Du Cange, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, t. 2, Paris, 1842, pp. 183-185).

Zurkirchen proteste qu'il n'entend aucunement se mêler à des affaires bien délicates, et qui ne le concernent pas. Il n'est pas inspiré par un esprit de contradiction, mais par un souci de vérité, de justice et de reconnaissance filiale : le Bailli est réputé pour son amour du vrai et du juste, il a donc le droit de connaître à fond l'opinion de ses adversaires, que ce soit pour être éclairé, ou que ce soit pour confirmer sa propre opinion, une fois qu'il aura réfuté ses contradicteurs.

Zurkirchen précise encore qu'il n'a été poussé par personne à écrire à Burgener, et que personne ne l'a aidé dans sa rédaction dont il porte l'entière responsabilité. Dans cette question délicate, il a consulté l'ouvrage du P. Schmier, canoniste réputé et juriste civil en même temps ; il y a emprunté les principes fondamentaux dont il a déduit les points particuliers de la présente controverse.

Au surplus, le professeur n'attend aucune réponse de la part du Bailli, qui a bien d'autres occupations. Si celui-ci le désire, il s'offre à reparler de la chose l'automne prochain ¹⁶.

Cette lettre établit nettement que Zurkirchen a écrit sa dissertation entre l'automne 1754 et le 20 février 1755, date de son envoi au Bailli Burgener ¹⁷. Il n'y a pas lieu de mettre en doute la date de ce document : son contenu, du reste, ne permettrait pas de lui assigner une date antérieure à 1752 : en effet, l'auteur ne fait aucune allusion aux droits de « siège et voix » en diète que le Chapitre de Sion avait maintes fois réclamés dans son mémoire de 1735 et jusqu'en diète de mai 1752 ¹⁸. On peut admettre qu'au cours de l'année 1752 le Chapitre avait renoncé pratiquement à ses revendications, pourvu que les droits de l'évêque en diète fussent reconnus. Notre dissertation suppose ces positions acquises, et reprend en partie le mémoire capitulaire de 1735, tout en s'appliquant à défendre essentiellement les prérogatives épiscopales ¹⁹.

¹⁶ Le collège de Sion terminait l'année scolaire au 15 août ; les étudiants donnaient encore une tragédie à la fin août, puis ils partaient en vacances jusqu'à la fin des vendanges, soit jusqu'à la fin octobre (Cf. Zimmermann, *op. cit.*, pp. 72 et 138).

¹⁷ La lettre d'envoi et la dissertation de Viège sont écrites sur le même papier, portant même filigrane, et de la même encre. — Elles proviennent sans doute des fonds du Bailli Burgener.

¹⁸ Voir notre article *Contestations du Clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798) (2^e partie)*, dans *Vallesia*, VI, Sion, 1951, pp. 148-152.

¹⁹ Il n'y a pas de doute que la dissertation de Zurkirchen appartient au XVIII^e siècle : l'élection d'Adrien II de Riedmatten (1604) y est considérée comme faite au siècle précédent, et les événements qui se rattachent à l'épiscopat de cet évêque ou à celui de Hildebrand Jost se sont passés « il y a plus de cent ans ». — La citation de la Jurisprudence du P. Schmier montre que notre texte ne saurait remonter plus haut que 1716, date de sa

La date de 1755 étant admise pour la dissertation de Zurkirchen, celle-ci ne saurait être à proprement parler une « réfutation du mémoire du Bailli Burgener », comme nous l'avions écrit dans une précédente publication²⁰. Le mémoire Burgener, quoique médité de longue date, semble bien de 1760²¹. Il n'en reste pas moins vrai que le texte de Zurkirchen contredit celui de Burgener sur des points essentiels, et réfute, sinon tout le mémoire, du moins les affirmations suivantes du Bailli : 1) l'impossibilité pour des ecclésiastiques de détenir un pouvoir temporel ni surtout la souveraineté temporelle ; 2) que le titre de « préfet » suppose un supérieur qui « prépose » l'évêque à la tête du pays ; 3) qu'il faut distinguer la souveraineté et la juridiction de l'évêque dans le traité de 1477 ; 4) que la souveraineté sur le Valais n'a jamais appartenu à l'évêque, mais bien à des princes étrangers, notamment aux empereurs du St-Empire ; 5) que l'évêque n'est pas « membre » de l'Etat temporel ; 6) que les évêques ont été déchus de leurs droits souverains par suite d'une trahison à l'égard du pays.

Mais il faut constater, d'autre part, que Zurkirchen ne répond rien aux interprétations, pour le moins risquées, du Bailli Burgener concernant notamment l'entretien du bourreau ou la légitimation des bâtards par l'évêque, le droit de monnayage ou de grâce. Si Zurkirchen admet que ces droits épiscopaux prouvent sans hésitation la souveraineté de l'évêque de Sion, il faut bien admettre qu'il n'avait pas connu ces objections de Burgener.

Sans doute pourrait-on dire que notre dissertation n'est qu'une ébauche incomplète : l'auteur n'avoue-t-il pas lui-même qu'il n'a pas eu la possibilité de consulter toutes les archives, ni toutes les pièces de chancellerie nécessaires ? Même s'il a eu connaissance de tout le texte de Burgener, Zurkirchen aurait pu ne s'attacher qu'aux principaux droits appartenant à l'évêque. Mais il semble plus plausible, et plus conforme à la lettre d'envoi, d'admettre que Zurkirchen n'a eu qu'une connaissance partielle du mémoire Burgener, au cours d'une conversation où le Bailli lui aura fait part de ses principales objections.

première édition. Vraisemblablement, c'est la deuxième édition de 1729 que Zurkirchen a consultée, et c'est sans doute sur la base de cette édition que l'archiviste Leo Meyer a cru pouvoir dater notre dissertation de 1730 environ. — La lettre d'envoi de Viège confirme bien qu'elle est postérieure à 1752.

²⁰ *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, p. 444.

²¹ Voir sur ce point notre article *Contestations...*, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 146 à 149.

Faut-il alors aller plus loin et dire que c'est le mémoire du Bailli Burgener qui réfute la dissertation de Zurkirchen ? Nous ne le croyons pas, car il resterait alors à expliquer pourquoi le Bailli ne s'applique pas à mieux réfuter les arguments, en apparence fortement charpentés, de notre abbé. Le lecteur qui comparera les deux textes se persuadera aisément que Burgener n'aurait rien perdu en tenant compte de la dissertation de Zurkirchen. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ?

On pourrait tout d'abord penser que le Bailli n'a guère prêté attention aux syllogismes pédants d'un professeur de principes. L'excellent état de conservation du texte de Zurkirchen aux archives de Viège prouve que le magistrat n'en a point fait sa lecture de chevet ; mais s'il ne l'a pas détruit, c'est qu'il y attachait quand même une certaine importance.

Il semble plus probable que Burgener s'était appliqué depuis un certain temps à réfuter le mémoire que le Chapitre de Sion avait publié en 1735, comme il le dit lui-même²² ; il avait dû réunir les principaux arguments en 1754, date de sa conversation avec Zurkirchen : si tel n'était pas le cas, on ne comprendrait plus comment ce dernier aurait pu réfuter, en 1755, une bonne partie du mémoire achevé en 1760. Il est fort probable que le Bailli en rédigeait une ébauche en 1754, et qu'il fut heureux alors de confronter ses idées avec celles de Zurkirchen.

Un mémoire déposé par l'évêque J.-H. Roten en diète de mai 1756, puis la prévision de difficultés avec le Chapitre, lors de la vacance du siège épiscopal en 1760, amenèrent Burgener à reprendre sa thèse. Peut-être avait-il quelque peu oublié les savants raisonnements de Zurkirchen. Plus vraisemblablement, il n'eut guère le temps de remanier son texte. Somme toute, il s'agissait, en 1760, d'influencer des « patriotes » assez peu au courant de l'histoire politique, et le mémoire de Burgener contient des affirmations massives, propres à persuader ceux qui n'y regardent pas de trop près. Sans aller comme le chanoine A.-J. de Rivaz²³ jusqu'à

²² *Ibidem*, pp. 174-175.

²³ *Ibidem*, p. 146. — Les archives de la bourgeoisie de Viège contiennent encore, sous la cote A 808, une lettre de Pierre-Joseph de Rivaz, datée de Monthey, du 24 septembre 1760 (4 f. 17/22,5 cm.) accompagnant un fragment de dissertation manuscrite sur la « Caroline » et le pouvoir temporel des évêques de Sion (12 f. 23/34 cm.), auquel est joint un fragment de brouillon qui semble appartenir à la dissertation du Bailli Burgener. Ce dernier avait dû demander depuis un certain temps à de Rivaz un mémoire sur la possibilité d'une donation par Charlemagne du pouvoir temporel à S. Théodule, évêque du Valais. A la mort de l'évêque Roten, le 19 septembre 1760, Burgener lui réclama d'urgence

traiter Burgener « d'esprit faux, de mauvais cœur, avec beaucoup d'astuce et peu de probité », nous penserons que le Bailli ne pouvait voir dans son texte, en dépit de ses propres affirmations, une mise au point « aussi claire que le soleil ». La dissertation de Zurkirchen aurait pu suffire à lui prouver le contraire. Et c'est peut-être la raison pour laquelle Burgener se garda bien de livrer son mémoire à l'impression²⁴.

3. — *Les idées politiques de Zurkirchen*

Il est heureux que Zurkirchen ait indiqué expressément une source de sa documentation, à savoir l'ouvrage du P. Schmier, d'autant plus qu'il est extrêmement rare de rencontrer une référence bibliographique quelconque dans tous les documents relatifs aux luttes politiques du clergé et des patriotes valaisans.

On constate tout de suite que le P. Schmier confirme notre auteur dans ses convictions politiques favorables à la conception médiévale du pouvoir impérial : l'empereur, dans le St-Empire, détient en principe le pouvoir suprême, la majesté, mais il aliène en quelque sorte sa souveraineté et la juridiction subalterne en faveur

ce mémoire, que de Rivaz lui adressa par exprès, en disant qu'il y trouverait « les principales preuves dont Son Excellence a besoin dans la circonstance présente ». Il s'agit de notes assez hâtives, extraites de son ouvrage intitulé *Eclaircissements sur le martyre de la légion thébénienne...* (Paris, 1779), dont le manuscrit, promis en 1747 déjà, a été mis très tôt en circulation (A. Donnet, *L'histoire de mes voyages, relation de l'abbé Etienne Gard (1719-1758) de Bagnes*, dans *Vallesia*, VII, 1952, p. 81). De Rivaz promet encore à Burgener une « histoire générale du pays, où S. E. trouvera de quoi faire son catéchisme historique ». Cette lettre confirme bien que Burgener a mis la dernière main à son mémoire en automne 1760. Quant au texte envoyé par P. de Rivaz, il réfute la légende d'après laquelle S. Théodule aurait vécu du temps de Charlemagne, et défendue par le chanoine Briguet notamment. Il montre l'inanité de toutes les légendes relatives à ce saint, et pense que la donation de 999 en faveur de l'évêque de Sion Hugues est également un faux. Il prétend établir que les évêques du Valais n'étaient ni comtes ni souverains dans le pays aux XI^e et XII^e siècles, ni plus tard, mais que depuis le temps de Guichard Tavelli les dizains ont été « membres de la souveraineté ». A son avis, seule l'expression *supremum dominium* aurait pu désigner la souveraineté ; les termes *merum, mixtum imperium, omnimoda jurisdictio, alta, media et bassa* pouvant se retrouver dans n'importe quelle petite juridiction non souveraine.

C'est peut-être la main du Bailli Burgener qui a écrit au dos de la dissertation de P. de Rivaz : « on prouve par là que l'évêque n'est pas et n'a jamais été membre de la souveraineté ». Mais somme toute, le Bailli n'a tiré que peu de chose de ce texte, si ce n'est en deux passages où l'influence semble visible (v. *Contestations*, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 177-178). A notre avis, toutefois, le mémoire de Rivaz a pu confirmer le Bailli dans son opinion et lui faire négliger les arguments de Zurkirchen, qui croit fermement à la légende de la Caroline.

²⁴ Burgener a cru avoir mis le point final aux longs démêlés qui opposèrent aux XVII^e et XVIII^e siècles le clergé et les dizains valaisans. Pour des raisons pratiques, sans doute, le clergé renonça effectivement à répondre encore, en dépit d'une forte tentation de le faire (*Contestations*, *ibid.*, p. 152). La dissertation Zurkirchen montre, par anticipation, que le clergé aurait pu contester bien des arguments de Burgener.

des princes d'empire, pour tout ce qui concerne leur territoire. Une telle manière de voir n'a rien de surprenant chez un moine bénédictin de l'abbaye d'Ottobeuren (Bavière), professeur de droit canonique et recteur de l'Université de Salzbourg (1706-1728)²⁵, conseiller secret de trois princes d'empire²⁶.

Mais la lecture de la dissertation de Zurkirchen prouve également que le P. Schmier n'a pas été le seul maître à penser de notre logicien : la partie proprement valaisanne de l'œuvre n'applique guère les principes puisés dans la jurisprudence de Schmier : elle s'en écarte même notablement. Il s'ensuit que la thèse, loin de présenter une unité logique, comporte au contraire des contradictions indéniables.

Zurkirchen commence par définir la notion de l'Etat ou République d'après le P. Schmier ; peut-être le fait-il avec l'arrière-pensée d'établir que le concept de République signifie avant tout gouvernement raisonnable, plutôt que démocratie²⁷ ; par ailleurs, toutefois, il assimile République à démocratie.

Notons qu'on aurait bien étonné notre auteur, sans doute, en lui faisant observer que sa définition de l'Etat n'était qu'une traduction latine, à peine retouchée, de la célèbre formule de Jean Bodin : « République est un droit gouvernement de plusieurs mesnages, et de ce qui leur est commun, avec puissance souveraine ». Le P. Schmier donne sa définition de l'Etat d'après Besold, mais celui-ci cite expressément J. Bodin comme source de sa définition²⁸. Il est manifeste que, dans le reste de son écrit, notre abbé s'écarte diamétralement de la pensée de Bodin, notamment sur l'impossibilité d'un partage de souveraineté²⁹.

Dès qu'il envisage l'Etat valaisan, le disciple du P. Schmier doit constater que les définitions de ce canoniste ne lui sont plus d'un grand secours : il se trouve devant une fédération de corps (les communes groupées en dizains), qui a éliminé la noblesse, puis le

²⁵ *Allgemeine deutsche Biographie*, loc. cit.

²⁶ Voir à ce sujet P.-Maurus Feyerabend, *Des ehemaligen Reichsstiftes Ottenbeuren Benediktiner Ordens in Schwaben, Sämmtliche Jahrbücher...*, III. Bd., Ottenbeuren, J.-B. Gauser, pp. 633-634, 641, 673, 695-698. — Le P. Schmier fut conseiller secret de l'archevêque de Salzbourg, du prince-évêque de Freisingen et du prince-abbé de Kempten. Il fut l'un des premiers auteurs ecclésiastiques, semble-t-il, qui professèrent le droit des gens et le droit public. — L'empereur Charles VI aurait été reçu à Füssen par l'abbé d'Ottobeuren, et aurait nommé ce dernier conseiller impérial et chapelain (1711-1712).

²⁷ Comparer sur cette conception de la démocratie ou de la République l'opinion du Chapitre de Sion en 1735 (*Contestations...*, dans *Vallesia*, VI, 1951, pp. 131-132, et *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 191).

²⁸ Voir notre note 1, p. 169 ci-après.

²⁹ *La fin de l'Etat corporatif...* pp. 252-261.

clergé, de l'exercice de la souveraineté ; le Chapitre, depuis 1752, cesse de réclamer ses anciens droits ; seul l'évêque demeure plus ou moins effectivement « membre » de cet Etat que nous avons appelé « corporatif ». Voilà pourquoi notre auteur en vient à dire que l'Etat du Valais se compose du peuple, du Sénat (Diète) et de l'évêque³⁰. Par simplification, à l'instar de plusieurs mémoires du clergé, il lui arrive d'opposer « l'Etat ecclésiastique » à « l'Etat temporel », et d'admettre que le premier a dû faire des concessions au second sur le plan politique. Comment concilier cet état de fait avec les définitions classiques des formes de gouvernements ? Zurkirchen ne s'en soucie pas plus que le P. Schmier ne s'offusque des limitations apportées au pouvoir impérial. Toutefois, en cours de dissertation, on voit que la démocratie de notre abbé n'est plus le régime dans lequel le peuple détient le pouvoir : reprenant l'interprétation que le Chapitre donnait en 1735 au concept de République, Zurkirchen admet que démocratie signifie essentiellement égalité entre les membres qui composent l'Etat, c'est-à-dire entre l'évêque de Sion et les dizains³¹.

En un mot, Zurkirchen part de théories politiques médiévales ; il conçoit le St-Empire comme une vraie monarchie ; au passage, il prend position contre les théories conciliaires ou monarchomaques du XVI^e siècle, pour soutenir, comme un Suarez, la supériorité du pape et des princes sur les collèges qui les élisent, et, partant, sur le peuple³². Mais force lui est bien de reconnaître l'existence historique de limitations apportées au pouvoir des évêques de Sion, tout comme au pouvoir impérial.

Ce n'est pas avec clarté, pour autant, que notre logicien se représente l'évolution du régime politique valaisan au cours des siècles : au commencement, l'évêque s'est trouvé à la tête d'une monarchie, sous suzeraineté impériale certes, mais absolument incontestée ; il n'y a jamais eu de révolution contre l'évêque, ni d'abdication de sa part. Et pourtant, la République s'est imposée à un moment qui n'est point précisé, mais que l'on suppose bien être le règne de Hildebrand Jost ; et observons que le terme République reprend ici son sens démocratique. Malgré cela, le prince-évêque a su conserver des prérogatives souveraines. Notre auteur

³⁰ Pour le Chapitre, en 1735, l'Etat valaisan devait se composer des évêques, du Chapitre, des dizains, conseils et communes. Cette composition de l'Etat valaisan a donné lieu à bien des opinions différentes (v. *Contestations...*, dans *Vallesia*, V, 1950, p. 209, et VI, 1951, p. 132).

³¹ *Ibidem*, pp. 131-132 et v. notre note N° 23 ci-après, p. 175.

³² Voir notre note N° 35 ci-après, p. 178.

ne peut expliquer cette situation que par un partage de souveraineté entre le prélat et ses anciens sujets ; mais il se refuse à admettre une délégation de pouvoirs de la part des sujets.

Pour une grande partie de son argumentation, consciemment ou non, Zurkirchen demeure tributaire des idées que le clergé de Sion avait élaborées dès le XVII^e siècle et tout au long de ses démêlés avec les patriotes valaisans : le concept des « membres » de l'État, qui prend une telle extension dans les mémoires capitulaires du XVIII^e siècle, apparaît déjà du temps de Hildebrand Jost, sans que l'on sache exactement à quelle source il a été puisé³³ ; il en va de même de l'interprétation donnée au titre de « préfet »³⁴, ou aux guerres de libération menées par les dizains³⁵, etc. Disons encore que la prose de notre auteur paraît trahir la lecture des œuvres de Simler³⁶.

En définitive, les idées originales ne foisonnent pas chez notre écrivain ; on ne saurait lui en faire un grief, puisqu'il reconnaît ne pas avoir eu le temps de recourir aux sources officielles, et se défend d'être un spécialiste composant un traité complet. Sa thèse, en faveur de l'évêque, est bien moins étendue que le mémoire du Chapitre de 1735. L'intérêt du document de 1755 résulte tout d'abord de sa forme ; d'autre part, il nous révèle la mentalité d'un ecclésiastique valaisan du milieu du XVIII^e siècle, né dans une honorable famille de Viège, professeur dans les petites classes du collège de Sion. Sur le papier, il est partisan déclaré du pouvoir temporel des évêques, mais souhaite quand même un heureux équilibre entre les « états ». Enfin, la dissertation de Zurkirchen nous intéresse par son utilisation avouée de la jurisprudence du P. Schmier : si ce canoniste n'imprègne pas à fond la doctrine du professeur valaisan, il lui sert néanmoins à bousculer les arguments contestables du Bailli Burgener, notamment son refus de reconnaître au clergé la possibilité de jouir de droits temporels souverains, et sa distinction entre la juridiction et le pouvoir étatique.

4. — *Plan de la dissertation*

La dissertation de Zurkirchen suit un plan facilement reconnaissable : elle débute par des définitions et se divise ensuite en

³³ *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 163-168, et v. notre note No 23 ci-après, p. 175. Cf. encore P. Mesnard, *L'essor de la philosophie politique au XVI^e siècle*, Paris, Vrin, 1952, pp. 154 et 596.

³⁴ Voir notre note No 35, p. 178 ci-après.

³⁵ Voir nos notes Nos 29 et 33 pp. 176 et 177 ci-après.

³⁶ Voir nos notes Nos 21 et 39 pp. 175 et 179 ci-après.

deux parties, suivies d'une conclusion et d'une annexe, comportant une objection, sa réfutation et des remarques. En voici le détail :

Définitions :

- 1) Définition de la République.
- 2) Définition de la Juridiction (au sens de gouvernement ou d'exercice de la justice).
- 3) Définition des trois formes de République (monarchie, aristocratie, démocratie).
- 4) Distinction de la juridiction suprême et de la juridiction subalterne ou territoriale (au sens de gouvernement ou d'exercice de la justice).
- 5) Dans le St-Empire, l'empereur détient la juridiction suprême et la souveraineté, en dépit des restrictions apportées par la Bulle d'or.
- 6) Les princes d'empire, comme les princes électeurs détiennent la juridiction séculière subalterne. Rien n'empêche les évêques de la détenir [1].

I^{re} partie :

Dès le temps de S. Théodule, l'évêque de Sion a eu la juridiction subalterne territoriale pour tout le comté du Valais, jusqu'à l'introduction de la République [2].

Preuves :

- 1) on ne saurait dire qui aurait eu un pouvoir supérieur à celui de l'évêque en Valais [3].
- 2) Charles-Quint a reconnu à l'évêque de Sion les mêmes droits qu'aux autres princes d'empire. — Les Valaisans ont prêté hommage à Guillaume de Rarogne en 1437 [4].
- 3) l'évêque de Sion a exercé longtemps et constamment les actes du pouvoir suprême. Ces actes sont, notamment : recevoir les hommages, conclure les traités, convoquer les diètes, percevoir les impôts, battre monnaie, exercer le droit de mort et de grâce, nommer les notaires, etc. Or, divers faits prouvent que les évêques exercent ces droits [5].

II^e partie :

A l'époque actuelle, le régime du Valais paraît être démocratique, mais l'évêque de Sion demeure co-souverain [6].

Preuves :

A. L'existence d'un régime démocratique en Valais se prouve par l'institution du referendum [7].

B. On prouve que l'évêque est membre de cet Etat démocratique :

1) par son titre de comte et de préfet, par sa qualité de tiers co-contractant dans les alliances, par sa signature et par son sceau apposés aux statuts du pays, par le port du glaive, par le droit de mort et de grâce, par celui de nommer les notaires, de succéder aux biens des bâtards, de percevoir les bans, d'entretenir le bourreau, par son nom et par son sceau sur les monnaies.

Si l'évêque est membre de l'Etat démocratique, il est co-souverain, puisque dans un Etat démocratique tous les membres de cet Etat sont égaux par définition. Par suite, il doit disposer d'une voix effective dans toute affaire, non seulement judiciaire, mais politique [8].

2) parce qu'on ne saurait établir ni quand ni comment l'évêque aurait perdu sa souveraineté ; donc il la possède encore, au moins conjointement avec les autres membres de l'Etat [9].

Preuves :

a) aucune abdication d'un évêque n'est connue dans l'histoire.

b) cette abdication n'aurait pu se faire sans le consentement du St-Siège.

c) les Valaisans n'ont fait aucune guerre contre leurs évêques, mais bien plutôt en leur faveur : ils ont soutenu l'évêque par crainte de passer sous domination étrangère, et l'ont reconnu en 1477, comme seigneur spirituel et temporel.

Comparaisons tirées de l'incendie de la maison d'un consul et du comportement des Anglo-Saxons envers les Romains.

d) les guerres extérieures ont pu modifier la souveraineté impériale, mais elles n'ont pas touché à la souveraineté territoriale de l'évêque.

e) les Valaisans n'ont pas obtenu la souveraineté en luttant contre l'empereur, à la différence des Suisses : en 1521, l'empereur Charles-Quint s'est réservé la souveraineté.

f) les guerres des Valaisans contre les dynastes féodaux n'ont pas conféré la souveraineté aux premiers, car les seconds n'avaient jamais détenu la haute seigneurie dans le pays.

g) les évêques n'ont pas démérité en recourant aux empereurs, car c'étaient leurs supérieurs légitimes [10].

Objection :

on dit que l'Etat séculier est supérieur à l'évêque parce qu'il « prépose » l'évêque à sa tête.

Réponse :

1) au sens physique, préposer est plus qu'être préposé. Mais au sens moral, ceux qui élisent et élèvent une personne au pouvoir transfèrent tout leur pouvoir à l'élu et demeurent ses inférieurs. Exemple des cardinaux pour le pape, des princes électeurs pour l'empereur, des monarchies électives, etc.

2) l'élection des évêques n'appartient pas à proprement parler aux laïques : ils ne font que désigner une « *persona grata* » que le Souverain Pontife institue. Et en Valais, cette intervention des laïques n'a débuté qu'en 1604 [11].

Conclusion générale :

L'évêque est co-souverain et il a les mêmes droits qu'un duc sur le plan politique. L'Etat du Valais, composé de trois parties, à savoir : l'Eglise, le Sénat et le peuple, n'en sera que plus digne ainsi vis-à-vis de l'étranger et du ciel [12].

Annexe :

Objection :

on dit que le Valais a été reconnu libre République indépendante de l'empereur dans la paix de Westphalie (1648), que par conséquent, l'évêque n'est plus comte et préfet que de nom.

Réponse :

a) le comté et la préfecture, donnés à Dieu, ne sauraient faire retour aux laïques sans sacrilège.

b) un fief se perd totalement ou ne se perd pas du tout : or, l'évêque a conservé certaines parties de son fief tout au moins (justice, diètes, monnaies, etc.).

c) un fief perdu fait retour à son donateur : si l'évêque l'avait perdu, son fief aurait fait retour à l'empereur [13].

Remarques :

1) le fief donné à l'Eglise ne se perd pas à perpétuité en cas de faute de la part du vassal.

2) l'évêque n'est pas le simple représentant de l'empereur, mais il tient de lui son pouvoir à l'origine. Les doges italiens sont aussi co-souverains avec le Sénat et le peuple.

3) l'Etat séculier valaisan n'a pas de palais du gouvernement ; il tient ses diètes chez l'évêque. Donc ce dernier est souverain tout comme un roi, un duc ou un comte, et il est supérieur à l'Etat séculier [14].

DE REGIMINE STATUS VALLESIANI
QUAEDAM PRAENOTANDA [AUTORE J.-B. ZURKIRCHEN]

(Viège, archives de la bourgeoisie, A 675)

[1] Notandum 1° Politiam esse hominum plurium ac rerum privatarum inter se communium summa cum potestate ac ratione gubernationem : ita P. Schmier Fr. 1. de Jurisdictione Saeculari § 1¹.

Notandum 2. Jurisdictionem saecularem dupliciter accipi posse, 1° pro potestate regendi Rempublicam civilem ; 2° pro facultate jus dicendi in causis saecularibus, vulgo *die höchste Gerichtbarkeit*.

In primo sensu Jurisdictio summa saecularis est, absoluta et illimitata potestas, dirigendi actiones civium in finem naturalem et politicum. In altero sensu est absoluta et illimitata potestas, jus de causis civium dicendi ad naturalem et politicam eorum felicitatem, ita rursum P. Schmier².

Notandum 3. Formam Reipublicae seu Politiae esse triplicem scilicet 1. Monarchicam, 2. Aristocraticam, 3. Democraticam. Monarchica consurgit, quando suprema imperandi potestas uni tantum

¹ P. Franciscus Schmier, *Jurisprudentia canonico-civilis seu jus canonicum universum juxta V libros decretalium...*, t. I, Salzbourg, J.-J. Mayr, 1729, p. 530, parag. 1 No 2. Schmier donne cette définition d'après Besold (*ad mentem Besoldi*), lib. I Polit. cap. I, parag. 6, num. 38. On retrouve en effet cette définition dans l'ouvrage de Christophe Besold intitulé *Christophori Besoldi Jurisconsulti operis politici variis digressionibus philosophicis et juridicis illustrati*, Editio nova Argentorati, 1641, p. 68, sous cette forme : « *Respublica ita definiri posse videtur: ut sit hominum plurium ac rerum privatarum, tum inter se communium ; summa cum potestate ac ratione gubernatio. Aristoteles, 2 polit. 1. 1, 3 cap. et lib. 4, cap. 4. Bodinus multis locis, quae index monstrat, Paul Busius, disput. polit. I. thes. 3., etc. Timpler, politic. I cap. 2, quaest. 1, Cluten, Paradox. 1.* » — En dépit d'Aristote, qui est cité en premier lieu, et de tous les autres auteurs, il semble bien que Jean Bodin soit l'inspirateur principal de cette formule ; on reconnaît ici visiblement, à peine retouchée, sa définition célèbre et originale : « République est un droit gouvernement de plusieurs mesnages, et de ce qui leur est commun, avec puissance souveraine » (cf. Pierre Mesnard, *L'essor de la philosophie politique au XVI^e siècle*, Paris, Vrin, 1952, p. 480).

² Ce passage est emprunté au P. Schmier, *op. cit.*, p. 530, parag. II, Nos 4 à 6.

committitur. Aristocratica, quando supremum imperium penes plures, quos optimates dicunt, existit. Democratica, quando universus populus imperat. Ubi ergo status est monarchicus summa jurisdictio saecularis uni et soli summo principi competit; ubi status aristocraticus, competit optimatibus, seu senatoribus; ubi democraticus, competit universo populo. Ita de verbo ad verbum P. Schmier³.

Notandum 4. Jurisdictionem aliam esse supremam, aliam subalternam, seu territorialem. Suprema supra Notando 2. est definita, subalterna, seu territorialis, quatenus dicit jus gubernandi territorium, est summa post imperatorem potestas cum praerogativis regalibus pro certo territorio immediate concessa, quatenus autem dicit facultatem jus dicendi, est eminentior aliqua ac summa post imperatorem potestas jus politicum pro certo territorio dicendi⁴.

Notandum 5. In imperio romano-germanico soli imperatori competere jurisdictionem supremam, majestatem, ac potestatem monarchicam, ratio est, quia imperator est summum caput, ergo est summus in imperando et summus in jure dicendo. Haec tamen suprema potestas imperatoris per auream Bullam non parum fuit restricta et statibus imperii ac cum primis Electoribus communicata, ita tamen, ut status imperii se imperatori subditos et subjectos esse professi fuerint in ordinatione pacis publicae Wormatae anno 1521. P. Schmier⁵.

Notandum 6. Jurisdictione subalterna saeculari gaudere in imperio romano-germanico non tantum Electores ecclesiasticos et saeculares, verum etiam Principes imperii, Archiepiscopos et Episcopos, Abbates et Praepositos, etc. quidquid aliqui quoad ecclesiasticos contradicant ratio est, quia nulla invenitur implicancia, quo minus aliquis duplici potestate ecclesiastica et saeculari gaudere possit⁶.

2° cum regna et principatus sint a Deo, dignum est ut etiam aliqui principatus in personis ecclesiasticis Deo offerantur ac reddantur, cum certum sit ex historiis plures victorias precibus cleri-

³ Emprunt au P. Schmier, *op. cit.*, p. 534, parag. I, Nos 37 et 38.

⁴ Ce passage est emprunté au P. Schmier, *op. cit.*, p. 551, parag. II, Nos 16 et 22.

⁵ L'auteur compile et résume, dans ce paragraphe, le P. Schmier, *op. cit.*, p. 536, parag. II, Nos 61 et 62, et p. 537, Nos 65 et 66.

⁶ L'auteur compile et résume ici le P. Schmier, *op. cit.*, p. 553, parag. II, Nos 42, 43 et 45.

corum ac religiosorum, quam robore ac vi armatorum fuisse obtentas. Idem P. Schmier⁷.

[2] His jam praenotatis ac suppositis, dico 1° a temporibus Sancti Theoduli Episcopus sedunensis habuit jurisdictionem subalternam seu territorialem, per totum comitatum Vallesiae saltem usque ad tempora erectae Reipublicae adeoque pro illo tempore intermedio regimen Vallesie fuit monarchicum, minus stricte dictum⁸.

[3] Assertum probatur 1° subalterna seu territorialis jurisdictione quatenus est jus gubernandi territorium, est summa post imperatorem potestas cum praerogativis regalibus pro certo territorio immediate concessa; sed a temporibus Sancti Theoduli habuit Episcopus summam post imperatorem potestatem cum praerogativis regalibus pro toto comitatu Vallesiae immediate sibi et suae Ecclesiae concessam.

Ergo Episcopus sedunensis a temporibus Sancti Theoduli habuit jurisdictionem subalternam seu territorialem, quatenus est jus gubernandi territorium, saltem usque ad tempora erectae Reipublicae, adeoque regimen Vallesiae pro illo tempore fuit monarchicum, minus stricte dictum.

Major propositio est ipsa definitio jurisdictionis seu supremae potestatis territorialis.

Minor probatur 1° negative : non potest ostendi quis⁹ in Vallesia habuerit pro assignato tempore altiore potestatem gubernandi populum, quam Episcopus sedunensis, ergo Episcopus pro illo tempore post imperatorem habuit supremam potestatem gubernandi.

[4] Probatur 2° positive eadem minor, ex¹⁰ verbis confirmationis Carolinae, per Cardinalem Schiner a Carolo V. impetratae

⁷ Emprunt au P. Schmier, *op. cit.*, p. 554, *parag. II*, No 49 — Toutes ces citations du P. Schmier semblent destinées à réfuter l'argumentation que l'on retrouve dans le mémoire du Bailli Burgener, en 1760 (v. notre article : *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, 1951, pp. 176-178, et qui se résume ainsi : la souveraineté ne saurait faire partie des droits de l'Eglise : celle-ci a pu obtenir la juridiction, mais non la souveraineté. Zurkirchen, au contraire, montre que la juridiction signifie pouvoir politique suprême, et que rien n'empêche les princes de l'Eglise d'être en même temps princes temporels.

⁸ L'époque où la République a été instaurée en Valais ne saurait être que le règne de Hildebrand Jost. — Notre auteur croit toujours fermement à la vérité de la légende selon laquelle Charlemagne aurait donné le comté du Valais à S. Théodule, évêque de Sion (« Caroline »).

⁹ Le manuscrit de Viège ajoute ici : « *alius* ».

¹⁰ Le manuscrit de Viège donne « *ipsis* » à la place de « *ex* ». — Sur la confirmation de la Caroline par Charles-Quint, v. D. Imesch, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Brigue, 1949, t. II, p. 59. — Voir aussi notre article *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, 1953, p. 177.

ubi in terminis habentur haec : *weltliche herlichkeit unter den titel eines Praefecten im Wallis auch Grafen und Fürstens begaben und verehren mit aller jurisdiction, gerichtsbärigkeit, hohen, mitlen und nideren gewalt, herschafft sambt aller Oberkeit und gerichtsbärigkeit, welche andre Fürsten und Herren dem römischen Reich zugewante, es süg gleich aus recht oder gewonheit haben* : ex quibus verbis clare constat quod Episcopus sedunensis habeat merum et mixtum imperium sicut alij Principes romani imperii, atqui alij Principes romani imperii habent, pro suo territorio potestatem summam imperandi et gubernandi et non solum jus dicendi et causas controversas dijudicandi, ergo et Episcopus sedunensis, cum sit sicut alij Principes imperii.

Confirmatur eadem minor per propriam Vallesiorum confessionem in actu receptionis Guilielmi Episcopi sedunensis anno 1437,¹¹ ubi dictus Guilielmus in Dominum spiritualement et temporalem fuit assumptus a Patriotis magno numero Brigae congregatis, et quidem una cum universis dominationibus, privilegiis, bonis, juribus, emolumentis, etc. sicut per S. Carolum imperatorem reperitur dotatam et collatam fuisse eandem Ecclesiam et Patriam Sancto Theodulo... offerentes se... eidem Domino nostro sedunensi Episcopo in spiritualibus et temporalibus *obedire et servire*... omniaque alia facere, quae subditi coram Domino spirituali et temporali, semotis omni vi, dolo et fraude, obligantur.

Ex quibus verbis sic licet arguere : si Episcopus est Dominus etiam in temporalibus et Patriotae profitentur se eius subditos etiam in temporalibus, ac spondent obedire, et omnia facere, quae subditi tenentur, tunc Episcopus vere habet jurisdictionem subalternam seu territorialem, ac summam in et pro toto territorio vallesiano potestatem. Sed juxta adducta verba propriae Patriotarum vallesianorum confessionis Episcopus est Dominus etiam in temporalibus, et Patriotae se profitentur eius subditos, ac spondent obedire et omnia facere quae subditi tenentur, ergo Episcopus habet, vel saltem pro illo tempore habuit jurisdictionem subalternam seu territorialem et summam in et pro toto territorio Vallesiano potestatem.

¹¹ Cet acte de 1437 a été publié par l'abbé J. Gremaud, dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, t. XXXIX, Lausanne, 1898, N° 2889, pp. 136-138. — Voir en outre notre ouvrage : *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 48 et 49.

[5] Probatur eadem minor 3° ille habet jurisdictionem territorialem, seu summam imperandi et regendi potestatem pro certo territorio, qui diu et constanter exercet actus summae potestatis imperandi pro illo territorio. Sed Episcopus sedunensis diu et constanter exercuit actus summae imperandi potestatis, ergo habuit territorialem seu summam imperandi potestatem pro Vallesia¹².

Minor huius syllogismi probatur ab inductione : actus summae potestatis imperandi sunt certo et indubie¹³ recipere homagium, quo subditi Domino territoriali ab initio regiminis iurato spondent obedientiam, reverentiam et subjectionem, 2° foedera pangere, 3° convocare comitia, 4° exigere victigalia, 5° cudere monetas propria autoritate appressa sua unius signatura, 6° habere jus sanguinis et aggratiandi, 7° creare notarios, etc.

Atqui Episcopus Sedunensis hos actus exercuit diu et constanter : recepit enim homagia et iuramentum fidelitatis per totam Patriam, ut patet etiam ex verbis supra adductis. Panxit foedera et quidem etiam solus et unicus ex sua parte uti Waltherus Supersaxo anno 1473 iniit foedus cum Helvetiis trium Cantonum Lucernae, Uriae et Subsylvaniae. Item idem Waltherus cum Bernensibus anno 1475. Item Matthaeus Schiner renovavit foedus cum Bernensibus anno 1500 solus et unus sine Desenis, et anno 1501 idem Schiner iniit pacta cum Bernensibus iterum solus et unus. In quibus autem etiam Deseni adsunt, semper tamen a capite est Episcopus. Et si in quibusdam non est merito dubitari potest an sint actus legitime celebrati, utpote preterito Domino territoriali facti, siquidem hi¹⁴ facti sint ante erectam Rempublicam. Quod Episcopus comitia convocaverit, constat aperte ex antiquis arestis seu recessibus comitiorum et confirmatur ex eo quod Ballivus olim se

¹² V. *ibidem*, p. 181. — On constate que l'idée d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité de la puissance publique n'avait pas encore conquis notre auteur (cf. à ce sujet G. de Lagarde, *La naissance de l'esprit laïque à la fin du moyen âge*, t. I : *Bilan du XIII^e siècle*, Vienne, s. d., p. 158).

¹³ Le manuscrit de Viège saute les mots : « *certe et indubie* ». Pour cette liste de « droits régaliens », l'auteur emprunte parfois littéralement des passages de l'ouvrage du P. Schmier déjà cité (pp. 555-557, Nos 66, 80, 72, 87). Il paraît ajouter de son crû la frappe des monnaies et la nomination des notaires. Il est malaisé de dire à quelle liste valaisanne de droits régaliens Zurkirchen a puisé. — Burgener conteste que plusieurs de ces droits soient des preuves de souveraineté : v. à ce sujet notre article : *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, 1953, pp. 181-183.

¹⁴ Le manuscrit de Viège omet « *hi* ». — Sur les alliances de 1473 et 1475, voir notre ouvrage : *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 55, note 165. — Sur les alliances de 1500 à 1501, v. A. Büchi, *Kardinal Matthäus Schiner...*, Zurich, 1923, t. I, p. 79. — Cf. *Contestations...*, dans *Vallesia* VI, pp. 119 et 120.

scripserit Ballivum pro Reverendissimo¹⁵. Vectigalia saltem aliqua adhuc hodie trahit Episcopus et ideo tenetur conservare pontem Riddensem, necnon et strata viarum quaedam¹⁶. Monetas cudebat propria autoritate appresso proprio nomine et insigni etiam sine scuto patriae, quod est inter praecipua Sovereni Principis regalia, et testantur id irrefragabiliter adhuc bacci antiquiores cum effigie Sancti Theoduli¹⁷, quod Episcopus sedunensis habeat jus sanguinis et aggratiandi et quidem per totam patriam denotat gladius qui ei traditur in electione¹⁸ et luculenter confirmat onus quo debet alere ministrum justitiae. Notarios adhuc hodie creat omnes, et ipse solus. Plures eiusmodi summae potestatis actus adduci possent et deberent, sed quoniam mihi non est permisum lustrare et excutere Archiva et Cancellarias, sufficiat aliquos adduxisse primarios ex quibus¹⁹ facile et legitime inferri potest et concludi quod etiam alios actus summae potestatis, quantum opus erat ad regimen non adeo magni territorij, exercuerit, a noto enim argumentamur ad ignotum, et a majori ad minus.

Ergo, jam infero et concludo, ergo a temporibus Sancti Theoduli habuit Episcopus summam post imperatorem potestatem cum praerogativis regalibus pro toto comitatu Vallesiae, immediate sibi et suae Ecclesiae concessam, et consequenter Episcopus habuit jurisdictionem subalternam seu territorialem, quatenus est jus gubernandi territorium, adeoque fuit pro suo territorio soverenus, seu Princeps supremus territorialis.

[6] Dico 2^o considerando moderna tempora videtur regimen Vallesiae esse democraticum, sed ita ut nihilominus Episcopus sedunensis saltem sit consoverenus, seu comparticeps summae imperandi potestatis²⁰.

¹⁵ Sur la formule « *Ballivus pro Reverendissimo* », v. notre article *Contestations* ., *ibid.*, p. 181, note 10. — Le manuscrit de Viège ne reproduit pas l'expression « *seu recessibus comitiorum* ».

¹⁶ Sur les droits de l'évêché au pont de Riddes, voir notre article : *Droits et fiefs des princes-évêques de Sion au début du XVII^e siècle*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1948, p. 209.

¹⁷ L'auteur biffe ici : *ex una parte et insigni Episcopi ac nomine Episcopi ex altera parte sine insigni Patriae*. — Les « anciens batz » portant l'effigie de S. Théodule semblent remonter au plus tard à 1628 : v. M. de Palézieux-Du Pan, *Numismatique de l'évêché de Sion*, Genève, 1909, pp. 215 et 252.

¹⁸ L'auteur biffe ici : *et in actis solemnibus praefertur*.

¹⁹ L'auteur biffe ici : *tanquam certis*.

²⁰ Le Chapitre, en 1735 déjà, soutenait à son profit une sorte de condominium, de co-souveraineté, à titre de membre de l'Etat : v. notre article : *Contestations...*, dans *Vallesia*

[7] Quod modo in Vallesia vigeat regimen democraticum facile concedetur et patet 1^o ex recessibus seu arestis comitiorum in quibus clausula ita sonat : *also gerathen und beschlossen auff gefallen Râth und gemeinden lobl. 7 Zehnden* ; ergo ultimum suffragium ad valorem actorum in comitiis addit modo totus populus, nec censentur acta in valore suo constituta, donec consensus et ratificatio totius populi accesserit per pluralitatem vocum, seu suffragiorum ²¹.

[8] Quod autem Episcopus etiam in et pro hoc statu democratico sit consoverenus seu comparticeps summae imperandi potestatis probatur hoc dilemmate : vel est membrum totius status democratici Episcopus, vel non est membrum huius status democratici vallesiani. Si non est membrum huius status democratici, quare ergo appellatur Comes et Praefectus utriusque Vallesiae, quare admittitur in pangendis ac restaurandis foederibus, tanquam tertia pars contrahentium ? Quare est eius sigillum et subscriptio in statutis Patriae ? Quare permittitur ei jus gladij preferendi, jus sanguinis et aggratiandi quare et quomodo habet jus creandi notarios per totam patriam, jus succedendi in bona illegitimorum, jus trahendi banna, onus sustentandi ministrum iustitiae ? Et omissis alijs quare ejus nomen et insigne toleratur in moneta ²² ? Si autem Episcopus est membrum et compars huius status democratici, ergo etiam est consoverenus, sicut coetera membra eiusdem status, quod probatur. In statu democratico omnia membra eiusdem status sunt paria seu aequalia, quia in statu democratico nullum membrum est supra alterum quoad regimen totius corporis, alias everteretur conceptus democratiae ²³, neque admittetur quod unus desenus sit su-

VI, 1951, notamment pp. 114 à 118, 123 et 125. Il est vrai que les chanoines entendaient, du même coup, défendre les prérogatives de l'évêque (*ibidem*, p. 128). — V. encore p. 149, et *Vallesia* VIII 1953, pp. 177, 183 à 185.

²¹ On retrouve ici une idée analogue à celle de Josias Simler (*Von dem Regiment der lobl. Eydgenoßschaft*..., 2^e Auflage, Zurich, Gessner, 1735, p. 399) : les instructions et le referendum imposés aux députés prouvent que le gouvernement, en Suisse, n'est pas aristocratique. — Cf. encore notre article : *Contestations*..., dans *Vallesia* VIII, 1953, p. 180.

²² L'auteur biffe ici : *certe monetam non cudit tanquam Episcopus, sed tanquam Princeps et Comes et Praefectus Vallesiae, nec ullibi in toto terrarum orbe auditum vel visum fuerit quod aliquis veras et legitimas monetas cuderit appresso suo nomine et insigni pro certo territorio, qui non sit eo ipso Dominus altus et caput vel saltem ad minimum compars et commembrum eius territorii ; verum est quod in variis civitatibus Galliae cudatur moneta, et non cudentis sed regis autoritate non apposito cudentis sed regis nomine, effigie et insigni*. — Sur tous les droits régaliens invoqués, v. notre article : *Contestations*..., dans *Vallesia* VIII, 1953, pp. 181 à 183.

²³ L'auteur biffe ici : *esset aristocraticus* ; il ajoute sur une feuille volante : *consequenter omnia eiusdem status democratici commembra sunt soverena seu potius consove-*

pra alterum. Si ergo Episcopus est compars et commembrum huius status democratici, est etiam par aliis commembris, cum ergo reliqua commembra sint consoverena, utpote in libera republica, etiam Episcopus tanquam compars et commembrum erit consoverenus²⁴.

Quod jam si Episcopus est consoverenus debet etiam habere vocem, et hanc non tantum consultativam²⁵, ed etiam activam, nec id tantum in rebus et negotijs judicialibus sed etiam regiminis politici universalis, sicut reliqua commembra et quidem tanto magis quanto excellentius est membrum²⁶ est vero membrum primum : primum vetustate originis, et praecellentia dignitatis, utpote Comes et Praefectus²⁷.

[9] Probatur idem assertum alio argumento : Episcopus olim fuit Soverenus, non quidem imperialiter (prout solus est imperator), sed territorialiter, tanquam Comes et Praefectus totius comitatus vallesiani, uti supra probatum et demonstratum fuit²⁸, jam sic : si non potest ostendi quando et quomodo Episcopus habitam olim soverenitatem amiserit, et quidem totam, tunc dicendum est quod sit adhuc in possessione illius²⁹ soverenitatis sinon in totum, saltem quoad partem, quia tamdiu manet quis in possessione quamdiu ab eadem non dejicitur per contraria jura, atqui non potest ostendi quando et quomodo Episcopus habitam olim soverenitatem territorialem amiserit, ergo illam adhuc habet, vel in totum, vel saltem in partem, ita ut sit ad minimum cum coeteris status membris consoverenus.

[10] Minor probatur : si amisisset, tunc vel per spontaneam abdicationem vel per coactam cessionem non per spontaneam abdicationem³⁰, quia non potest ostendi quis Episcopus, quo anno, quo

rena ; si ergo conceditur Episcopum esse commembrum status, concedendum quoque quod sit consoverenus. — Ce passage est reproduit dans le manuscrit de Viège. — Sur la conception des « membres » de l'Etat démocratique, v. nos articles : *Contestations...*, dans *Vallesia* V, 1950, p. 218, et VI, 1951, pp. 131 à 133, et 139 ; VIII, 1953, pp. 184 à 188.

²⁴ Le manuscrit de Viège omet toute la phrase : « *si ergo Episcopus... consoverenus* ».

²⁵ L'auteur biffe ici : *qualem etiam habent advocati et jurisdictionarii*. — Sur le droit de vote de l'évêque en diète, v. : *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, pp. 185 et 186. En 1735, le Chapitre réclamait aussi pour lui le droit de vote comme un dizain (*ibidem*, VI, p. 132).

²⁶ L'auteur biffe ici : *quia inter omnia membra*.

²⁷ L'auteur biffe ici : *est caput et hoc a temporibus antiquissimis*. — Comparer à ce passage notre article : *Contestations...*, dans *Vallesia* VI, p. 125.

²⁸ Le manuscrit de Viège omet « *et demonstratum fuit* ».

²⁹ Manuscrit de Viège : « *illius* ».

³⁰ L'auteur biffe ici : *vel sponte, vel coacte vel seu vel per ultroneam cessionem, vel per bella, aut per aliam superiorem potentiam, non per ultroneam cessionem*. — Toute cette argumentation peut surprendre, alors que l'auteur vient d'admettre qu'à un moment donné la République a été proclamée en Valais.

tenore hanc abdicationem fecerit, neque facere potuit sine consensu sacrae sedis, cum Episcopus non sit Dominus rerum immobilium et jurium Ecclesiae, sed tantum administrator³¹, nec per cessionem coactam, seu per bella; bella enim, quae olim Vallesij fortiter et Deo benedicente feliciter gesserunt, pro deffendenda libertate et patria, non erant contra Episcopum, sed potius pro Episcopo³². Nolebant nimirum habere Dominum externum a quo durius se habendos haud imerito formidabant, unde Episcopum adjuverunt armis et sanguine in conservando suo dominio, neque id gratis: binis enim vicibus post ultimum bellum seu conflictum anno 1475 a Walthero Supersaxo tunc Episcopo petierunt et impetrarunt etiam insignem pro factis expensis recompensam. Deinde post idem bellum, ubi victis fugatisque Sabaudis Patria inferior recuperata est, Patriotae nostri Episcopum tanquam supremum Dominum totius patriae recognoverunt, uti constat ex actu anno 1477 per Jordanum notarium publicum stipulato, ubi haec habentur: quod in tota Patria Vallesij tam a Morgia Contegij superius quam inferius non sit nisi unus Dominus spiritualis et temporalis, velut praelibatus Reverendissimus Dominus noster sedunensis Episcopus, qui pro nunc est, vel qui pro tempore fuerit, ex qua recognitione supremi domini etiam temporalis manifeste patet, quod majores nostri non tantum pro focis suis pugnaverint, sed etiam pro bono Episcopatus³³. Deinde habetur palpabilis instantia a simili: ponamus domum consulis subito corripui incendio, cives eam ab interitu vindicant, alias haut dubie conflagraturam; ad quem jam domus vindicata et conservata pertinet? Pertinetne ad cives vindicantes, an ad possessorem antiquum? Nunquid ad consulem possessorem antiquum? Ergo a pari tametsi Vallesij fortiter ac feliciter pugnaverint contra irruentes olim hostes, ac libertatem ab externa potestate sartam tectamque conservaverint, ex hoc tamen non sequitur illos supremum dominatum, qui prius Episcopo competebat, sibi esse lucratos,

³¹ Emprunt probable au P. Schmier, *op. cit.*, t. II, pp. 423 et 424, Nos 32-37. — Cf. *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 78.

³² Sur ces guerres, voir nos articles: *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, 1953, p. 179, VI, 1951, p. 116. Toutefois, Zurkirchen reprend ici une argumentation qui s'apparente davantage encore à celle de Hildebrand Jost (v.: *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 179-185, notamment pp. 183 et 184).

³³ Sur ces faits, v. *ibidem*, p. 56. — Il se pourrait toutefois que l'auteur, par erreur, veuille faire allusion aux concessions obtenues sous l'évêque J. de Silenen, entre 1483 et 1490 (*ibidem*, pp. 62 et 63). — V. aussi: *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, 1953, pp. 177 à 179.

maxime cum pro locata fideli opera, non minimam tulerint ab Episcopo retributionem, uti mox dictum, alias fuissent similes Anglo-saxis qui saeculo quinto Romanis in Anglia strenuam locarunt operam contra Pictos Scotosque, sed postmodum terram ab hostibus vindicatam sibi retinuerunt. Neque potest dici, quod per bella externa dominatus Episcopi fuerit translatus in populum, quia bella externa, seu inter Principes externos gesta non plus probant, quam quod Episcopus regalia modo ab hoc, modo ab illo externo Principe recipere debuerit, et quod respectu Vallesiae mutata fuerit soberenitas imperialis, non autem territorialis³⁴.

Sed neque constat quod Vallesij libertatem et soberenitatem sibi comparaverint pugnando contra imperatorem, prout fecerunt Helveti, quia talis belli nullum extat vestigium³⁵, imo anno 1521 in confirmatione Carolinae per Cardinalem Mattheum Schiner a Carolo V^o impetrata imperator sibi reservat jus et praerogativam soberenitatis (scilicet imperialis, quam habet super omnes imperij Principes tanquam caput imperij) nec denique hanc soberenitatis ab Episcopo in populum translationem evincunt tumultus quidam in patria contra Dynastas, vulgo *Zwingherren*; tametsi enim hos Vallesij, dirutis ac eversis eorum castris et³⁶ Patria exturbarint, per hoc tamen non facti sunt absoluti domini, quia non plus juris ac dominij per eorum expulsionem sibi acquirere poterant, quam illi possederint³⁷; atqui expulsi hi dynastae non habebant dominium altum et supremum in tota patria, nec erant missi ab imperatoribus, uti praefecti in Helvetia sed tantum erant domini in et pro certis locis; ergo Vallesij per dynastorum istorum expulsionem non adepti sunt supremum dominium in tota patria, sed remansit illud penes quem prius erat³⁸.

³⁴ Il semble que Zurkirchen ait en vue ici l'argumentation soutenue contre l'évêché en 1613 déjà : v. : *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 180. Il s'agit en tout cas d'une allusion aux difficultés qu'avait éprouvées l'évêché de Sion pour conserver l'immédiateté impériale. Il est regrettable que, dans tout ce paragraphe, notre auteur n'indique aucune des sources de son érudition.

³⁵ Zurkirchen ignore que les Valaisans ont participé aux guerres de Souabe (*La fin de l'Etat corporatif...*, p. 66, note 211 et p. 185).

³⁶ Le manuscrit de Viège omet « et ».

³⁷ Le manuscrit de Viège porte « *possederant* », forme qui a été corrigée en *possederint* dans le manuscrit de Sion.

³⁸ Sur la confirmation de la Caroline, v. notre note 10 ci-dessus. — Sur la succession des Valaisans aux droits des dynastes ou *Zwingherren*, v. : *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 182 et 232 à 236. Voir en outre le mémoire du Bailli Burgener (*Contestations...*, dans *Vallesia VIII*, 1953, p. 177).

Quod si autem aliqui Episcopi, uti Matthaeus Schiner, confugerunt ad imperatorem, pro tutela et protectione contra invasores et usurpatores jurium episcopalium³⁹ utique male non egerunt cum usi fuerint ordinato juris remedio recurrentes ad legitimum superiorem, seu potius protectorem, a quo etiam laesa jura provenerant.

[11] Quod si objiciatur, statum saecularem eligere ac praeficere Episcopum, praeficere autem plus esse quam praefici, adeoque statum saecularem, praeficientem plus esse Episcopo, qui praeficitur, respondeo 1^o distinguendo praeficere plus esse quam praefici in sensu physico et naturali, quatenus praeficere dicit *actionem* et praefici *passionem*, concedo ; in sensu morali, et quoad dignitatem et potestatem, nego. Collegium Cardinalium eligit et praeficit toti Ecclesiae Pontificem, et tamen Pontifex electus ac praefectus est supra totum collegium Cardinalium. Romanus imperator eligitur et toti imperio praeficitur ab Electoribus, et tamen imperator est super omnes Electores. Ergo licet status saecularis eligat et praeficiat Episcopum, tamen per hoc non est supra Episcopum, quia eligentes et praeficientes totam potestatem transferunt in electum, uti patet in rege ubi regnum est electivum, in iudice, et alijs qui cum potestate praesunt⁴⁰.

Respondeo 2^o negando suppositum, quod status saecularis eligat et praeficiat Episcopum. Electio Episcopi est juris spiritualis⁴¹ quod per se et absque speciali privilegio summi Pontificis laicis non competit ; facit itaque status saecularis tantum designationem personae gratae, quam personam dein Pontifex eligit, confirmat et instituit in Episcopum cujus dignitati per se annexa est Praefectura

³⁹ L'auteur biffe ici : *seu ad mensam episcopalem pertinentium*. — Ces mots sont également biffés dans le manuscrit de Viège. — Sur le recours des évêques à l'empereur, v. notamment : *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 77, et notre article : *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, surtout p. 420.

⁴⁰ Sur le sens du mot « préfet », v. : *Contestations...*, dans *Vallesia* VIII, 1953, pp. 176 et 177. — Sur l'élection des évêques, *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 190-198, et pp. 200-212 sur l'évêque considéré comme magistrat librement élu et révocable, au XVII^e siècle.

La thèse de Zurkirchen, à savoir la supériorité du pape et de l'empereur sur les collègues qui les élisent, peut avoir été inspirée par le P. Schmier (*op. cit.*, t. I, p. 509, Nos 33-35, et 537, No 70 et suiv.). Ce canoniste se rattache expressément à l'opinion d'après laquelle le roi est supérieur au royaume et le pape supérieur à l'Eglise et aux Conciles : c'est donc l'opposé des théories conciliaires ou monarchomaques (cf. P. Mesnard, *op. cit.*, pp. 348-354, 451, 596, 600-601) et c'est la pensée d'un Suarez (*ibidem*, p. 634) : par le fait même de la délégation du pouvoir, l'Etat (ou l'Eglise) suscite un chef supérieur au corps social ; il y a transfert définitif du pouvoir. — Comparer à ce sujet : *Contestations...*, dans *Vallesia* VI, 1951, p. 119.

⁴¹ L'auteur biffe ici : *et ecclesiastici*. — Le P. Schmier (*op. cit.*, I, p. 307, No 68) écrit à peu près dans les mêmes termes ce qu'affirme ici Zurkirchen.

Vallesij, utpote Ecclesiae sedunensi donata et attributa. Neque iste modus designandi Episcopum est adeo antiquus, ut non possit sciri eius initium ; coepit enim priori saeculo, nam Adrianus II fuit adhuc canonice electus a Capitulo anno 1604⁴² .

[12] Quibus omnibus rite perpensis consideratisque clare liquet quod Episcopus sedunensis adhuc maneat in possessione sui domini et gaudeat jure souverénitatis territorialis si non adaequate unus et solus, saltem ad minimum inadaequate una cum desenis, ita ut etiam in rebus politicis sit tantus quantus unus desenus.

Neque ex hoc aliquid Patriae aut Reipublicae indecorum vel damnosum sequitur, maxime cum hodie semper elegantur in Episcopos, qui origine sunt patriotae, et quidem ex illustrioribus familijs. Imo summe honorificum ac utile est toti Patriae, Episcopum esse commembrum souverénitatis, cum enim funiculus triplex difficile rumpatur, firmior etiam erit status Vallesiae, si ex tribus partibus constituatur videlicet ex Ecclesia, Senatu et Populo. Ecclesia seu Episcopus zelo suo curat puritatem religionis, quemadmodum etiam curavit centum ab hinc et amplius annis in summo perversionis et apostasiae periculo, ita ut, dum vicini circa circum⁴³ Episcopi genevensis, lausanensis, basileensis, constentiensis et curien-sis gravissima religionis et animarum paterentur detrimenta solus et unus Episcopus sedunensis dioecesis suam servavit integram et incolumem. *Senatus*⁴⁴ sapientia et providentia temporalem promovet felicitatem ; *Populus* utriusque, Ecclesiae et Senatus studia et sollicitudinem invicto robore adjuvat. Quid apud externos hoc trino et uno corpore magnificentius ad dignitatem ? Quid Patriae ipsi ad securitatem et tranquillitatem efficacius ? Sane hoc modo erit Vallesia amicis multo venerabilior, hostibus et adversarijs terribilior, et quod primum est, Deo, Beate Mariae et sanctis coelitibus longe gratior atque ad recipiendam coelestem benedictionem sine qua nihil stabile, nihil solidum, capacior. Verbo sic pax, amor, con-

⁴² Sur l'élection d'Adrien II de Riedmatten, v. : *Contestations...*, dans *Vallesia* VI, 1951, pp. 122 et 123. On observera que c'est précisément pour cet évêque que le recès de la diète mentionne pour la première fois l'obligation, pour les chanoines, de « présenter » trois ou quatre candidats à l'épiscopat (v. : *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 193, et pp. 93-96 et 134).

⁴³ L'auteur fait sans doute allusion à l'épiscopat de Hildebrand Jost, mais aussi à tout ce qui s'était passé au long du XVI^e siècle.

⁴⁴ « *Senatus* » est l'expression latine par laquelle J. Simler traduit *Landrat* (diète) : *De Republica Helvetiorum...*, Tiguri, Chr. Froschouer, 1576, f. 183 v^o.

cordia et sincera animorum consociatio esset in tota Patria summo utique ejusdem bono solatio ac emolumento ⁴⁵.

[13] *Objectio.* — Dicunt adversarij quod in pacificatione Westphalica Vallesia fuerit declarata et agnita tanquam libera Respublica independens ab imperatore ; ergo Episcopus sedunensis vas-salatum imperii, consequenter et comitatum ac praefecturam amisit, adeoque non amplius est comes et praefectus Valesij, nisi nominaliter ⁴⁶.

Sed contra est. Comitatus et praefectura data sunt in dotem Ecclesiae sedunensi hoc est Deo. Sed quae Deo donantur, ad profanos novo reduci nequeunt sine sacrilegio, ergo nec comitatus et Praefectura Vallesij ⁴⁷. Deinde feudum si amittitur, amittitur totum vel nihil. Si ergo per illam declarationem et agnitionem liberae reipublicae Episcopus feudum suum imperiale amisit, amisit totum, cur ergo aliquae partes ei adhuc relinquuntur veluti judicia, praefectia in comitijs, percussio monetae, etc ? Rursum feudum, quando amittitur, redit ad dantem, si ergo Episcopus amisit feudum, imperij, redijt ad imperatorem et ergo Vallesia est imperatori subdita ⁴⁸.

[14] *N.B.* — Ex patre Schmier. Id tamen feudum Ecclesiae datum, habet peculiare, quod propter vasalli culpam non amittatur, saltem in perpetuum tit. 40 § item si feudum. 2^o quia delictum personae non debet Ecclesiae nocere. Cap. delictu 76, de R. J. in 6. P. Engel ad tit. de feudis, n. 48 ⁴⁹.

⁴⁵ Le manuscrit de Viège s'arrête ici et ajoute la doxologie : « omnia ad majorem Dei gloriam et Patriae felicitatem ».

⁴⁶ Nous avons déjà cité ce passage dans notre article : *L'indépendance du Valais à l'égard du St-Empire...*, p. 445. — V. encore pp. 425-448 pour ce qui concerne l'inclusion du Valais dans la paix de Westphalie de 1648.

⁴⁷ Cette conception de la donation faite à l'Eglise, c'est-à-dire à Dieu, se retrouve littéralement chez le P. Schmier (*op. cit.*, t. II, p. 738, N^o 177).

⁴⁸ L'idée qu'un fief ne peut se perdre en partie ne semble pas empruntée au Père Schmier ; tout ce raisonnement doit être imputé à l'auteur.

⁴⁹ Tout ce paragraphe est copié textuellement sur le P. Schmier (*op. cit.*, t. II, p. 665, N^o 497), les références y comprises ; notre auteur écrit toutefois *delictu* pour *delictum*. C'est donc le P. Schmier qui cite le P. Engel, et il n'est pas démontré que Zurkirchen ait lu l'ouvrage du P. L. Engel intitulé : *Collegium universi juris canonici...*, Fribourg, Hautt, 1728, p. 345, N^o 48. En tout cas, la lettre d'envoi de notre dissertation ne mentionne que la lecture du P. Schmier. Toutefois, le fait que notre auteur transcrit la référence du P. Schmier au P. Engel ne tendrait-il pas à démontrer que l'ouvrage du P. Engel jouissait d'une certaine autorité en Valais ? On sait que l'édition de 1728, que nous venons de citer, avait été remaniée par le F. Meinrad Schwartz de Würzburg (*Herbipolis*), franciscain, qui avait dédié cette édition à l'évêque de Sion François-Joseph Supersaxo, tout au long d'une

N.B. Episcopus fuit praefectus Vallesiae non *pro* Imperatore, sicut gubernatores nostri pro statu, sed *ab* Imperatore. Dux venetus et dux genuensis sunt etiam cum toto senatu et populo consovereni⁵⁰.

N.B. — Status saecularis Vallesius per totam Vallesiam nulli habet aliquam communem curiam vel *Landhaus*, ubi celebret comitia, sed semper convenit ad comitia celebranda in castro episcopali, quod proprium est Episcopi, ergo signum est, quod non status saecularis, sed quod Episcopus sit soverenus sicut rex est supremus in regno, dux in ducatu, ita etiam comes in suo comitatu, ergo Episcopus est supra statum saecularem et non status supra Episcopum⁵¹.

dizaine de pages : il y reprend un passage de l'Exode (25, et 28, 15) où il est question de pierres précieuses, et compare l'évêque de Sion à Moïse et à Aaron et lui offre son œuvre en guise de prémices. Il adresse ses vers assez obscurs et encombrés de chronogrammes au prélat et à l'Eglise de Sion, en suivant l'ordre des gemmes de l'Exode. Faisant suite à cette dédicace, on trouve encore deux pages de vers latins rédigés par François-Charles de Riedmatten, patricien de Sion et étudiant en droit canonique : ces vers sont un éloge du P. Engel et du F. Meinrad Schwartz, basé sur un jeu de mot tiré du nom de ces auteurs. W. Ritz (*AV*, fonds Ritz, *Status Cleri*) indique que F.-C. de Riedmatten était prêtre à Sion en 1717, mais qu'il mourut dès le 8 mars 1730. Selon communication de M. l'abbé Dr. H.-A. von Roten, une généalogie de J.-J. de Riedmatten († 1726) indique que ce jeune prêtre était fils de Pierre-Maurice, seigneur de St-Gingolph († 1713) et de Judith de Montheis. Il aurait hérité en 1726 de la maison dite *Rindtfleisch* et s'intitulait alors « *procurator* ». Le livre des décès de la paroisse de Sion note : « 1730, 8 martii, sepultus est M. Rev. et nob. D. Franciscus Carolus de Riedmatten mysta tantum per 15 dies aetatis 27 annorum ». Il aurait donc été prêtre 15 jours seulement, et non pas 13 ans comme le voudrait Ritz.

⁵⁰ C'est l'auteur qui souligne *ab* et *pro*. — Il est regrettable qu'il n'indique pas ici la source de ses remarques. — On notera que le Chapitre et la ville de Sion, dans un mémoire de 1733, faisaient déjà allusion aux institutions vénitiennes, mais pour montrer que le Sénat en faisait un Etat aristocratique, différent de l'Etat valaisan démocratique (*Contestations...*, dans *Vallesia* V, 1950, p. 218).

⁵¹ Cette remarque finale montre bien que Zurkirchen penche pour la souveraineté de l'évêque plutôt que pour sa co-souveraineté. — Le mémoire du Chapitre de 1735 avait déjà rappelé que la Majorie était propriété épiscopale (*Contestations...*, dans *Vallesia* VI, 1951, p. 123).

ANNEXE I

Traduction de la dissertation de J.-B. Zurkirchen

Notes sur le régime de l'Etat du Valais

[1] Note 1. La République est le gouvernement raisonnable et souverain de plusieurs hommes, des ménages et de ce qui leur est commun : cette définition est empruntée au P. Schmier, Fr. 1, *de Jurisdictione Saeculari*, § 1.

Note 2. Les termes « juridiction séculière » peuvent revêtir deux acceptions : 1) le pouvoir de gouverner la République civile. 2) La faculté de dire le droit dans les causes séculières, ce qui se traduit en allemand : *die höchste Gerichtbarkeit*.

Dans le premier sens, la juridiction séculière suprême se définit : le pouvoir absolu et illimité de diriger les actes des citoyens en vue de leur fin naturelle et politique. Dans le second sens, c'est le pouvoir absolu et illimité de dire le droit dans les causes des citoyens, en vue de leur bonheur naturel et politique (toujours selon le P. Schmier).

Note 3. Il existe trois formes de Républiques : la monarchie, l'aristocratie, la démocratie. Il y a monarchie lorsque le pouvoir suprême de commander est confié à une seule personne. On parle d'aristocratie lorsque le pouvoir suprême appartient à plusieurs, que l'on appelle les nobles. Dans la démocratie, c'est le peuple tout entier qui exerce le pouvoir. Par conséquent, dans la monarchie, la juridiction séculière suprême revient à un seul prince suprême ; dans l'aristocratie, aux nobles ou sénateurs ; dans la démocratie, à tout le peuple.

Note 4. Il y a lieu de distinguer la juridiction suprême, d'une part, et la juridiction subalterne ou territoriale, d'autre part ; la première vient d'être définie dans la note 2 ; la juridiction subalterne ou territoriale, en tant qu'elle signifie le droit de gouverner un territoire, est le pouvoir suprême, après l'empereur, concédé immédiatement, avec les prérogatives royales, pour un territoire déterminé ; ou bien, en tant qu'elle désigne la faculté de dire le droit : le pouvoir le plus éminent et suprême, après celui de l'empereur, de dire le droit, en matière temporelle, pour un territoire déterminé.

Note 5. Dans l'empire romain-germanique, c'est à l'empereur seul qu'appartiennent la juridiction suprême, la majesté et le pouvoir monarchique ; en effet, l'empereur est le chef suprême, détenant le pouvoir et la justice suprêmes. Toutefois, la Bulle d'Or a beaucoup restreint le pouvoir suprême de l'empereur et l'a communiqué aux Etats de l'empire et aux princes-électeurs. Il n'en reste pas moins que les Etats de l'empire se sont reconnus sujets soumis à l'empereur dans l'acte de la paix publique de Worms en l'an 1521 (encore selon le P. Schmier).

Note 6. Dans l'empire romain-germanique, ce ne sont pas seulement les électeurs ecclésiastiques et laïques qui jouissent de la juridiction séculière subalterne, mais encore les princes d'empire, les archevêques, les évêques, les abbés, les prévôts, etc. Bien que certains le contestent pour les ecclésiastiques, on le prouve : 1) parce que rien n'empêche que l'on ne jouisse d'un double pouvoir ecclésiastique et séculier ; 2) les royaumes et les principautés viennent de Dieu : il convient donc que quelques principautés soient offertes et rendues à Dieu, par l'intermédiaire de dignitaires ecclésiastiques. L'histoire ne mentionne-t-elle pas que plusieurs victoires sont certainement dues aux prières du clergé et des religieux, plutôt qu'à la force des armes ? (P. Schmier).

[2] Ces notes étant admises comme prémisses, j'affirme que, dès le temps de S. Théodule, l'évêque de Sion a eu la juridiction subalterne ou territoriale pour toute l'étendue du comté du Valais, du moins jusqu'au moment où l'on instaura la République ; ainsi, entre ces deux termes, le régime du Valais fut monarchique, au sens large.

[3] Cette assertion se prouve ainsi : la juridiction subalterne ou territoriale, en tant que droit de gouverner un territoire, est le pouvoir suprême, après l'empereur, concédé immédiatement, avec les prérogatives royales, pour un territoire déterminé. Or, dès l'époque de S. Théodule, l'évêque a eu le pouvoir suprême, après l'empereur, concédé immédiatement à lui et à son Eglise, pour tout le Valais, avec les prérogatives royales. Donc, depuis S. Théodule, l'évêque de Sion a eu la juridiction subalterne ou territoriale, en tant que droit de gouverner un territoire, du moins jusqu'à l'érection de la République et jusque-là le régime du Valais fut monarchique, au sens large.

La majeure de ce syllogisme n'est rien d'autre que la définition de la juridiction ou du pouvoir suprême territorial.

La mineure se prouve 1) négativement : il n'est pas possible d'établir qui aurait eu, en Valais, à l'époque indiquée, un pouvoir de gouverner le peuple supérieur à celui de l'évêque de Sion : donc l'évêque avait alors le pouvoir suprême après l'empereur.

[4] 2) Positivement : la confirmation de la Caroline, que le cardinal Schiner a obtenue de Charles-Quint, comporte ces termes : « faisons don d'honneur de la seigneurie temporelle, sous le titre de préfet du Valais, comte et prince, avec toutes justices, juridictions, seigneurie et pouvoir haut, moyen et bas, avec toute autorité et juridiction, comme les possèdent les autres princes et seigneurs attachés à l'empire romain, tant en vertu du droit que de la coutume... » Il en résulte clairement que l'évêque de Sion détient le mère et mixte impère, comme les autres princes de l'empire romain : or, ces princes détiennent, pour leur territoire, le pouvoir suprême de commander et de gouverner, et non seulement de dire le droit et de juger les litiges, ce qui est bien le cas de l'évêque de Sion, puisqu'il est sur le même pied que les autres princes d'empire.

On peut corroborer la même mineure au moyen de la propre reconnaissance des Valaisans lors de l'acte de réception de l'évêque de Sion Guillaume en l'an 1437 : les patriotes, réunis en grand nombre à Brigue, ont accepté Guillaume comme leur seigneur spirituel et temporel, avec toutes les seigneuries, privilèges, biens, droits, émoluments, etc. conférés en dot pour l'Eglise de Sion et pour la patrie, par S. Charlemagne, à S. Théodule ; les patriotes s'offrent... à obéir et à servir l'évêque de Sion dans les affaires spirituelles et temporelles et à faire tout ce que doivent des sujets à l'égard de leur seigneur spirituel et temporel, sans violence, dol ni fraude. On peut tirer argument de ces termes et dire : si l'évêque est seigneur même au temporel, et si les patriotes se reconnaissent ses sujets au temporel aussi, s'ils promettent d'obéir et de remplir tous leurs devoirs de sujets, c'est bien que, pour ce temps-là du moins, l'évêque a la juridiction subalterne ou territoriale et le pouvoir suprême en Valais et pour tout ce territoire.

[5] En troisième lieu, on prouve ainsi cette mineure : celui-là détient la juridiction territoriale ou le pouvoir suprême de commander et de régner qui exerce longtemps et constamment les actes

du pouvoir suprême de commandement pour le territoire en question : or, l'évêque de Sion a exercé ces actes longtemps et constamment ; donc, il a eu le pouvoir territorial ou le commandement suprême pour le Valais.

La mineure de ce dernier syllogisme se prouve par induction : les actes du pouvoir suprême de commandement sont sans aucun doute les suivants : 1) recevoir les hommages par lesquels les sujets promettent sous serment obédience, révérence et soumission au seigneur territorial au début de son règne ; 2) conclure les traités ; 3) convoquer les comices ; 4) percevoir les impôts ; 5) battre monnaies munies de sa signature, et de sa seule autorité ; 6) exercer le droit de mort et de grâce ; 7) nommer les notaires, etc. Or, l'évêque de Sion a procédé à ces actes longtemps et constamment : le texte cité ci-dessus prouve qu'il a reçu les hommages et le serment de fidélité dans tout le pays ; il a conclu des alliances, lui tout seul, comme Walter Supersaxo, en 1473, avec les Suisses des trois cantons de Lucerne, Uri et Unterwald, puis avec Berne, en 1475. De même Mathieu Schiner seul, sans les dizains, a renouvelé l'alliance avec Berne en 1500, et conclu un traité avec les Bernois en 1501, tout seul encore une fois. Lorsque les dizains participent à un traité, l'évêque est toujours à leur tête ; quant à quelques-uns où l'évêque ne figure pas, on peut douter à bon droit qu'ils soient conclus valablement, puisqu'ils sont faits à l'insu du seigneur territorial : il s'agit naturellement de ceux qui ont été conclus avant l'érection de la République. Les anciens arrêtés ou recès des diètes prouvent clairement que l'évêque a convoqué les diètes ; on en trouve la confirmation dans la manière dont signait jadis le Bailli : « le Bailli pour le Révérendissime ». L'évêque perçoit encore à présent certains péages : c'est pour cette raison qu'il est tenu d'entretenir le pont de Riddes et quelques routes. Il frappait les monnaies de sa propre autorité, y apposait son nom, ses armoiries, même sans l'écu du pays ; cela est un des principaux droits régaliens d'un prince souverain ; c'est ce qu'attestent maintenant de manière irréfutable les anciens batz portant l'effigie de S. Théodule. L'évêque de Sion a le droit de mort et de grâce pour tout le pays ; c'est ce que prouve le glaive qui lui est remis au moment de son élection, et ce que confirme fort bien le fait qu'il doit entretenir le bourreau. Aujourd'hui encore c'est l'évêque, et lui seul, qui nomme les notaires. On pourrait et on devrait encore citer plusieurs actes semblables du pou-

voir suprême, mais je n'ai pas l'autorisation de parcourir ni d'exhiber des pièces d'archives ou de chancellerie ; il suffira donc d'avoir cité quelques-uns parmi les principaux, ce qui permet d'inférer *a fortiori*, facilement et à bon droit, que l'évêque a exercé aussi les autres actes du pouvoir suprême nécessaires au gouvernement d'un territoire plutôt restreint.

En conclusion de tout ce qui précède, on peut dire que, depuis le temps de S. Théodule, l'évêque a reçu le pouvoir suprême après l'empereur, qui lui a été concédé immédiatement pour lui et pour son Eglise, avec les prérogatives royales, pour tout le comté du Valais. Par conséquent, l'évêque a eu la juridiction subalterne ou territoriale en tant que droit de gouverner le territoire, de sorte qu'il a été souverain pour son territoire, ou prince territorial suprême.

[6] Dans une seconde partie, je considère l'époque actuelle et j'affirme que le régime du Valais paraît être démocratique, mais que néanmoins l'évêque de Sion est co-souverain, c'est-à-dire qu'il participe au pouvoir suprême de commandement.

[7] On concédera volontiers que le régime en vigueur en Valais est démocratique, et cela ressort des recès ou arrêtés des diètes qui contiennent cette formule finale : « ainsi délibéré et arrêté sous réserve du bon plaisir des conseils et communes de tous les VII di-zains » ; c'est donc bien que tout le peuple donne son suffrage en dernier lieu pour valider ces actes qui ne sont pas considérés comme valables sans le consentement et la ratification du peuple entier, par la majorité des voix ou des suffrages.

[8] On prouve par le dilemme suivant que l'évêque est co-souverain ou qu'il a part au pouvoir suprême de commandement dans et pour cet Etat démocratique : ou bien l'évêque est membre de tout cet Etat démocratique, ou bien il n'est pas membre de cet Etat démocratique valaisan. Mais s'il ne l'est pas, pourquoi l'appelle-t-on comte et préfet du Haut et du Bas-Valais, pourquoi l'admet-on lors de la conclusion ou du renouvellement des alliances en qualité de tiers co-contractant ? Pourquoi sa signature et son sceau figurent-ils au bas des statuts du pays ? Pourquoi lui reconnaît-on le droit de porter le glaive, le droit de mort et de grâce, de nommer les notaires dans tout le pays, de succéder aux biens des bâtards, de percevoir les bans ? Pourquoi a-t-il la charge d'entretenir le bourreau ? Et sans parler de bien d'autres choses, pourquoi son nom et

son sceau sont-ils tolérés sur les monnaies ? Si donc l'évêque est membre et partie de cet Etat démocratique, il s'ensuit qu'il est co-souverain, comme les autres membres de ce même Etat, ce que l'on prouve comme ceci : dans l'Etat démocratique, tous les membres de cet Etat sont égaux et sur le même pied ; en effet, dans l'Etat démocratique, aucun membre n'est au-dessus de l'autre en ce qui concerne le gouvernement du corps tout entier, sinon le concept même de démocratie serait renversé. Et l'on n'admettra pas non plus qu'un dizain soit supérieur à un autre. Si donc l'évêque est partie et membre de cet Etat démocratique, il est aussi égal aux autres membres, et comme ces membres sont co-souverains (ainsi qu'il convient dans une libre république), l'évêque aussi, en tant que partie et membre, sera co-souverain.

L'évêque étant co-souverain, il doit disposer aussi d'une voix, et non seulement consultative, mais active, et cela non seulement dans les affaires judiciaires, mais encore dans tout ce qui concerne le gouvernement politique, à l'instar des autres membres ; et cela d'autant plus qu'il est le membre le plus excellent : en effet, c'est vraiment le premier parmi les autres membres : premier par l'ancienneté de son origine et la prééminence de sa dignité de comte et de préfet.

[9] On prouve encore cette assertion par un autre argument : jadis l'évêque a été souverain non pas sans doute comme l'est l'empereur (celui-ci demeurant supérieur), mais territorialement, en tant que comte et préfet de tout le comté du Valais, ce qu'on a déjà démontré, et ce qu'on prouve encore de la manière suivante : si l'on ne peut établir ni quand, ni comment l'évêque a perdu la souveraineté qu'il a détenue, et dans son intégralité, il faut admettre qu'il est encore maintenant en possession de cette souveraineté, sinon en entier, du moins en partie ; en effet, on reste en possession aussi longtemps que l'on n'est pas évincé par des droits contraires ; or, on ne saurait montrer ni quand ni comment l'évêque aurait perdu la souveraineté territoriale qu'il avait eue jadis ; donc il la possède encore, sinon pour le tout, du moins partiellement, en ce sens qu'il est pour le moins co-souverain avec les autres membres de l'Etat.

[10] On prouve ainsi la mineure de ce dernier syllogisme : s'il l'avait perdue, ce serait par abdication volontaire ou par cession forcée ; or, on ne peut indiquer quel évêque aurait ainsi abdicqué,

ni en quelle année, ni selon quel texte cela se serait produit. De plus, il n'aurait pu le faire sans le consentement du St-Siège, puisque l'évêque n'est pas le vrai seigneur des biens immobiliers ni des droits de l'Eglise : il n'en est que l'administrateur. Cela n'a pu avoir lieu non plus ni à la suite d'une cession par contrainte, ni à la suite de guerres, car les campagnes que les Valaisans ont menées heureusement jadis, avec la bénédiction de Dieu, pour défendre leur liberté et leur patrie, n'étaient point dirigées contre l'évêque, mais se faisaient bien plutôt en sa faveur. Sans doute les Valaisans ne voulaient-ils pas avoir un seigneur étranger, car ils redoutaient à juste titre qu'il ne les traitât plus durement : voilà pourquoi ils ont aidé l'évêque, par leurs armes et au prix de leur sang, à conserver sa seigneurie. Mais ils ne l'ont pas fait gratuitement : à deux reprises, après la dernière guerre de l'an 1475, ils réclamèrent à l'évêque Walter Supersaxo et obtinrent de lui une importante récompense pour les frais qu'ils avaient supportés. Et après cette même guerre, au cours de laquelle ils ont vaincu et chassé les Savoyards et reconquis le bas du pays, nos patriotes ont reconnu leur évêque comme seigneur de toute la patrie à teneur de l'acte stipulé en 1477 par le notaire public Jordan, où l'on trouve ces termes : « que dans tout le pays du Valais, tant en dessus qu'en dessous de la Morge de Conthey, il n'y ait qu'un seul seigneur spirituel et temporel, à savoir notre Révérend Seigneur l'évêque de Sion actuel et ceux qui lui succéderont. » Cette reconnaissance de sa seigneurie suprême, même dans le domaine temporel, prouve à l'évidence que nos ancêtres n'ont pas combattu seulement pour leurs foyers, mais encore pour le bien de l'évêché. Voici une comparaison frappante : un incendie éclate subitement dans la maison d'un magistrat ; les citoyens la préservent de la ruine ; sans leur secours, elle aurait certainement brûlé. A qui appartient la maison ainsi sauvée : aux citoyens qui l'ont protégée ou à son ancien possesseur ? Ne sera-ce pas uniquement à ce dernier ? Eh bien ! de même, les Valaisans ont combattu courageusement et avec succès contre les ennemis qui attaquaient jadis la liberté, qu'ils ont conservée intacte et sauve à l'égard d'un pouvoir extérieur ; il ne s'ensuit donc pas qu'ils aient conquis la seigneurie suprême, qui appartenait antérieurement à l'évêque ; cela d'autant plus que, comme on l'a déjà dit, ce n'est pas une mince récompense qu'ils ont retirée de leur évêque, pour leurs fidèles services. S'il devait en aller autrement, ils ressembleraient aux Anglo-

Saxons qui, au V^e siècle, ont vaillamment soutenu les Romains contre les Pictes et les Scotès, mais qui conservèrent ensuite pour eux la terre qu'ils avaient défendue contre leurs ennemis. On ne saurait affirmer davantage que la seigneurie épiscopale ait passé au peuple à la suite de guerres extérieures, car les guerres extérieures ou entre princes étrangers ne prouvent rien, sinon que l'évêque a dû recevoir les régales tantôt d'un prince étranger, tantôt d'un autre, et qu'ainsi, à l'égard du Valais, c'est la souveraineté impériale qui a changé, mais non pas la souveraineté territoriale.

On ne voit pas davantage que les Valaisans aient obtenu la souveraineté en luttant contre l'empereur, comme l'ont fait les Suisses, car on ne retrouve aucune trace d'une telle guerre ; tout au contraire, dans la confirmation de la Caroline que le cardinal Mathieu Schiner a obtenue de Charles-Quint en l'an 1521, l'empereur se réserve le droit et la prérogative de la souveraineté, c'est-à-dire de la souveraineté impériale qu'il détient à l'égard de tous les princes de l'empire, en sa qualité de chef de l'empire. Les soulèvements qui se sont produits dans le pays contre les dynastes (en allemand : *Zwingherren*) ne justifient pas non plus ce transfert de la souveraineté épiscopale au profit du peuple. En effet, si des Valaisans, après avoir détruit et renversé leurs châteaux, les ont expulsés du pays, ils ne sont pas devenus pour autant seigneurs absolus, car ils ne pouvaient acquérir, par leur expulsion, plus de droits et de seigneurie que ceux-ci n'en possédaient. Or, ces dynastes expulsés n'avaient ni la haute, ni la suprême seigneurie dans tout le pays ; ils n'étaient pas non plus des envoyés des empereurs en qualité de préfets en Suisse ; ils n'étaient que seigneurs dans et pour certains lieux. Donc, en expulsant ces dynastes, les Valaisans n'ont pas acquis la seigneurie suprême dans tout le pays : celle-ci est demeurée aux mains de son détenteur primitif.

Si certains évêques, comme Mathieu Schiner, ont recouru à la tutelle et à la protection de l'empereur contre ceux qui violaient et usurpaient les droits épiscopaux, ils n'ont aucunement mal agi, mais ils se sont servis du remède juridique approprié en recourant à leur supérieur légitime, ou plutôt au protecteur de qui émanaient ces droits lésés.

[11] On objectera que c'est l'Etat séculier qui élit l'évêque et le prépose, que préposer est plus qu'être préposé, que l'Etat séculier qui prépose est donc plus que l'évêque, qui est préposé. Mais

on peut répondre à cette objection 1) au moyen d'une distinction : au sens physique et naturel, préposer est plus qu'être préposé, on le concède ; préposer est un terme actif, être préposé est un terme passif ; mais tel n'est point le cas au sens moral, en ce qui concerne la dignité et le pouvoir. En effet, le collège des cardinaux élit et prépose le Souverain Pontife pour toute l'Eglise, et pourtant le pape élu et préposé est au-dessus de tout le collège des cardinaux. L'empereur romain est élu et préposé par les princes-électeurs pour tout l'empire, et néanmoins l'empereur est au-dessus de tous les électeurs. Par conséquent, bien que l'Etat séculier élise et prépose l'évêque, il n'est pas pour autant au-dessus de l'évêque, puisque ceux qui élisent et préposent transfèrent tout le pouvoir en faveur de l'élu, comme on le voit chez un roi dont la royauté est élective, chez un juge et chez tous autres préposés qui détiennent un pouvoir.

2) On peut répondre encore à la même objection en niant l'hypothèse d'après laquelle l'Etat séculier élirait et préposerait l'évêque : en effet, l'élection des évêques relève du droit ecclésiastique ; en soi, elle n'appartient pas aux laïcs sans un privilège spécial du Souverain Pontife ; l'Etat séculier ne fait donc que désigner une « *persona grata* », que le pape élit ensuite, confirme et institue évêque. La préfecture du Valais est annexée de droit à sa dignité, car elle a été donnée et attribuée à l'Eglise de Sion. De plus, ce mode de désigner l'évêque n'est pas si ancien qu'on n'en puisse connaître l'origine : il a débuté au siècle dernier, car Adrien II ne fut élu que canoniquement, par le Chapitre, en l'an 1604.

[12] Après avoir bien pesé et considéré toutes ces choses, il apparaît clairement que l'évêque de Sion demeure encore en possession de sa seigneurie et jouit du droit de souveraineté territoriale, sinon complètement et lui tout seul, du moins partiellement, en union avec les dizains, de sorte que, sur le plan politique, il a la même importance qu'un dizain.

Et il ne résulte de ce fait aucun dommage ni honte pour le pays ou la République, surtout de nos jours, car on élit constamment des évêques qui sont patriotes d'origine, et choisis parmi les familles les plus illustres. Bien mieux, il est extrêmement honorifique et utile pour toute notre patrie que l'évêque soit membre co-souverain : de même qu'une corde triple se rompt difficilement, de même l'Etat du Valais sera plus fort s'il se compose de trois

parties, à savoir : l'Eglise, le Sénat et le peuple. L'Eglise, c'est-à-dire l'évêque, veille avec zèle à la pureté de la religion, ainsi qu'il l'a fait, il y a plus de cent ans, lors d'un très grand danger de perversion et d'apostasie ; et tandis que les évêques voisins de Genève, Lausanne, Bâle, Constance et Coire subissaient de grands dommages pour la religion et pour les âmes, seul le diocèse de l'évêque de Sion demeurerait entier et indemne. Le Sénat, par sa sagesse et sa prévoyance, assure le bonheur temporel. Le peuple, par sa force invincible, seconde les efforts et le zèle de l'Eglise et du Sénat. Quoi de plus magnifiquement digne, vis-à-vis de l'étranger, que ce corps à la fois triple et un ? Quoi de plus efficace pour la sécurité et la tranquillité de la patrie ? De cette manière, sans doute, le Valais sera plus respecté par ses amis, plus redouté de ses ennemis et de ses adversaires. Et surtout, ce qui est capital, il sera bien plus agréable à Dieu, à la Bienheureuse Vierge Marie et à tous les Saints du Ciel, beaucoup mieux disposé à recevoir la bénédiction céleste sans laquelle rien n'est durable ni solide. En un mot, la paix, la charité, la concorde et l'union sincère des esprits régneront dans toute la patrie, pour son plus grand bien, pour sa consolation et pour son avantage.

[13] Objection : nos adversaires diront que lors de la paix de Westphalie, le Valais a été proclamé et reconnu comme libre République, indépendante de l'empereur. Si donc l'évêque de Sion est un vassal de l'empire, il s'ensuit qu'il a perdu son comté et sa préfecture, et qu'il n'est plus comte ni préfet du Valais, si ce n'est que de nom.

Mais il n'en va pas ainsi : le comté et la préfecture ont été remis en dot à l'Eglise de Sion, donc à Dieu. Et ce que l'on donne à Dieu ne peut faire retour à des profanes sans un sacrilège, et tel est bien le cas du comté et de la préfecture du Valais. D'autre part, si un fief se perd, il se perd totalement, ou pas du tout. Si donc l'évêque a perdu son fief impérial en vertu de cette déclaration et de cette reconnaissance de la libre République, il l'a perdu totalement ; mais alors, pourquoi certaines parties lui en resteraient-elles, par exemple la justice, la présidence des diètes surtout, la frappe des monnaies, etc. ? Bien mieux : quand un fief se perd, il fait retour à celui qui l'a donné ; par conséquent, si l'évêque a perdu son fief d'empire, c'est à l'empereur qu'il a fait retour, et le Valais se trouve ainsi soumis à l'empereur.

[14] Remarque : d'après le Père Schmier, le fief donné à l'Eglise a ceci de particulier qu'il ne se perd point, du moins à perpétuité, par la faute du vassal (*tit. 40, § item si feudum...*). D'autre part, le délit d'une personne ne doit pas nuire à l'Eglise (*cap. delictum 76, de R.J. in 6 P. Engel ad tit. de feudis n. 48*).

Remarque : l'évêque a été préfet du Valais non pas « pour » l'empereur, comme nos gouverneurs le sont pour l'Etat, mais « par » l'empereur. Les doges de Venise et de Gênes sont également co-souverains, avec tout le Sénat et le peuple.

Remarque : l'Etat séculier valaisan n'a nulle part en Valais un palais quelconque (en allemand : *Landhaus*) où se réunissent les diètes ; mais pour ces assemblées, on se rencontre toujours dans le château épiscopal, propriété de l'évêque. Cela signifie que ce n'est pas l'Etat séculier, mais bien l'évêque qui est souverain, tout comme un roi est souverain dans son royaume, un duc dans son duché, un comte dans son comté. Donc l'évêque est au-dessus de l'Etat séculier, et ce n'est pas cet Etat qui est au-dessus de l'évêque.

ANNEXE II

Lettre d'envoi de l'abbé J.-B. Zurkirchen au bailli F.-J. Burgener, Sion, le 20 février 1755

(Viège, archives de la Bourgeoisie, A 675)

Eximia illa ac prorsus singularis benignitas, qua magnifica ac perillustis excellentia vestra, lapso proximo autumnio in camera charitatis ac deliciosissimo solitudinis suae conclavi se clientum suorum minimo tam affabilem ac gratiosam indulgere dignata est, provocat audaciam meam, ut reflexionem, quam postmodo iis super rebus, quae tunc in discursum venere, maxime super puncto, quod sovorenitatem tangit, feci, ingenuo candore ac filiali cum fiducia eidem magnificae excellentiae vestrae aperire praesumam, non contradicendi studio, quod longissime absit a me ; sed unius veritatis et aequitatis indagandae gratia. Etenim minime ingratum reputo

viro veritatis et aequitatis studiosissimo, qualem in magnifica excellentia vestra veneramur, etiam adversae opinionis fundamenta cognoscere, ut vel abscondita prius veritas eruatur, vel ut mens, contrariae partis rationibus per proprias fortiores elusis, in sua sententia firmiter radicetur. Ut vero in re tam subtili ac difficili tutius ac solidius procederem, studiose consului patrem Schmier insignem canonistam ac simul juristam seu civilistam, qui mihi generalia supeditavit principia et fundamenta, ex quibus dein particularia pro nostra controversia deduxi. Rem totam exhibent adjectae pagellae, quas proin animo subjectissimo humillime offero, data occasione gratioso oculo perlustrandas. Protestor autem solemnissime, nolle me difficillimis hisce rebus, ad me nihil pertinentibus, immiscere, sed tantum ad allatas in amicissimo discursu difficultates respondere, cum tunc et temporis et memoriae angustiae non permiserint plenius, quae sentiam, exponere. Protestor etiam, ea, quae pagellis his continentur, mea unius opera, sine ullius alterius, aut adiumento aut instigatione esse absoluta, quod addo, ne, si quid erroris per imprudentiam meam irrepsisset, id cuiquam alteri praejudicio sit. Coeterum nolim, se magnifica excellentia vestra fatiget pro responso; novi enim perbene, alia esse negotia et curas, quae pretiosi temporis momenta sibi deposcant. Differamus in autumnum, si ita gratiose placuerit, iis de rebus prolixius disserere. Interim audaci calamo demisse veniam deprecor, et quas mille ex titulis debeo, immortales rependo grates pro novis et antiquis favoribus ac beneficiis amplissimis. Ille, cujus bonitatis infinitus est thesaurus, in centuplum refundat, quae misero clienti toties et tam gratiose impendere placuit; quod dum animitus precor, non cessabo pro longaeva affectissimi patris ac patroni mei incolumitate propitium coelum ad aram deprecari, qui gratiosissimis favoribus et almo patrocinio me denuo efflictim commendans, profundissima cum veneratione emorior magnificae perillustris ac excellentissimae dominationis vestrae domini ac patroni mei gratiosissimi

clientum infimus ac obstrictissimus
servus Josephus Zurkirchen presbyter
indignus et principista.